MIGRATIONS

Eté 2010

Haiti SIX mois plus tard...

OIM Organisation internationale pour les migrations

MIGRATIONS

Eté 2010
ISSN 1813-2855

Rédacteur en chef
Jean-Philippe Chauzy

Rédacteurs
Jared Bloch
Leonard Doyle
Christopher Lom
Niurka Piñeiro

Mise en page
Valerie Hagger
Joseph Rafanan

Traduction
Héloïse Laureau

Photo de couverture
Mark Turner

© IOM 2010 - MHT0450

Migrations est publié tous les six mois en anglais, français et espagnol. Pour tout renseignement et toute correspondance, s'adresser à :

Organisation internationale pour les migrations (OIM)
C.P. 71
CH Genève 19
Suisse
Tel: +41 22 717 91 11
Fax: +41 22 798 61 50
E-mail: info@iom.int

Migrations est disponible sur internet :

http://www.iom.int

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration ; de mieux faire comprendre les questions de migration ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

SOMMAIRE

Haiti Press Network a contribué à l'écriture des articles de ce numéro.
http://www.hpnhaiti.com

3 We remain committed to the people of Haiti

5 L'OIM distribue de l'aide non alimentaire aux familles déplacées

7 L'OIM lance un programme d'enregistrement des déplacés

9 Haïti : Le rôle de la communication dans la reconstruction l'urgence

11 Informer la population à travers les mobilisateurs communautaires

13 Choisir d'aller vers de nouveaux sites planifiés : les cas de Corail Cesselesse et de Tabarre Issa

16 Le monitoring, un coup d'œil continu sur les camps

19 Des abris en dur pour les riverains de Mangeoire

23 La culture, le sport et la musique comme thérapie post-séisme

25 Dans les camps, la misère au féminin pluriel

27 Des personnes vivant avec le VIH employés dans des projets aux Cayes

29 L'OIM enlève 100,000 m3 d'alluvions dans les égouts de Port-au-Prince

31 Jacmel, la cité touristique se remet lentement de ses blessures

34 Haïti : la diaspora au coeur de la reconstruction

37 Bande déssinée

4

6

8

13

18

10

29

20

Nous restons solidaires avec le peuple haitien

Par William Lacy Swing
Directeur général, OIM

Six mois après le séisme de 12 janvier qui a dévasté Haïti, la population et la communauté internationale sont encore sous le choc de cette tragédie humaine: quelques 230 000 personnes ont perdu la vie, environ 300 000 ont été blessées et non moins de 1,5 million d'Haïtiens ont perdu leur toit. Il s'agit sans aucun doute d'une des plus graves crises humanitaires dans l'histoire de la région Amérique-Caraïbes.

Juste après la catastrophe, l'OIM a pu apporter une aide immédiate aux victimes grâce à notre mission et nos bureaux locaux qui apportent depuis 1993 une aide d'urgence et au développement. Grâce au groupe de travail sur la gestion et la coordination des camps (CCCM), l'OIM a enregistré plus de 720 000 individus déplacés, générant ainsi un flux continu d'information sur leurs besoins et leurs conditions de vie qui sont ensuite répercutées auprès des partenaires humanitaires qui sont à même d'apporter des réponses appropriées.

▼ © IOM 2010 - MHT0489 (Photo : Mark Turner)

▲ Des enfants jouent dans l'un des camps temporaires autour de Port-au-Prince. © IOM 2010 - MHT0440 (Photo: Mark Turner)

Les équipes de l'OIM ont fourni dès la première heure une aide non alimentaire constituée de bâches, de couvertures, de sets de cuisine, d'hygiène et de soins. Ces équipes sont souvent les premières à répondre aux besoins des sinistrés et par la suite se chargent de référer les victimes vers d'autres acteurs humanitaires pouvant répondre à leurs besoins. Ainsi, depuis le 14 janvier, près de 2 millions d'articles d'aide non alimentaire ont ainsi été distribués à plus de 200 000 familles, en coopération avec 178 ONG et autres partenaires.

Les unités de coordination chargées des abris et de l'aménagement des sites travaillent depuis les premières heures du sinistre en étroite collaboration avec le Gouvernement haïtien et les partenaires humanitaires afin de dresser un état des lieux précis de la situation des communautés déplacées afin d'améliorer les abris existants ou de construire des abris de transition et d'aménager des sites de réinstallation d'urgence pour les personnes exposées aux risques d'inondation ou de glissement de terrain.

Nos équipes de santé continuent à ce jour de fournir un soutien psychosocial essentiel aux victimes du séisme. Elles œuvrent également à la reconstruction du système sanitaire pour faciliter les retours des déplacés dans les communautés d'origine.

Afin d'aider les plus nécessiteux, l'OIM déploie des équipes de mobilisateurs communautaires qui travaillent avec autorités locales afin de fournir auprès de populations déplacées des informations pertinentes sur la santé et la sécurité. Ces équipes sont également à l'écoute de ces sinistrés afin que leurs préoccupations soient rapidement relayées et prises en compte par le Gouvernement et les partenaires humanitaires.

En dépit des efforts considérables déployés par l'OIM et l'ensemble de la communauté humanitaire pour construire un nombre important d'abris de transition, des centaines de milliers de déplacés vivent toujours dans quelques 1 300 sites. Les défis auxquels le pays se trouve confronté restent considérables et le rythme de reconstruction trop lent.

Avec ses partenaires haïtiens et internationaux, l'OIM œuvre pour construire 125 000 abris temporaires pour abriter 600,000 personnes, pour faciliter le retour d'au moins 30 000 familles dans des maisons sécurisées ou réparées marquées respectivement de couleurs verte et jaune et pour offrir un nombre suffisant d'abris communaux pour accueillir les communautés vulnérables aux ouragans. A cet effet, 900 structures adaptées seront améliorées ou reconstruites. De même, nous continueront de soutenir le plan de développement régional par le biais de distribution d'aides financières ou en nature destinées à améliorer les services sociaux en dehors de la capitale Port-au-Prince.

Six mois après le séisme, l'OIM travaille auprès du Gouvernement haïtien et de ses partenaires internationaux pour passer d'une situation de gestion de crise à celle de réduction des risques et de développement durable. L'OIM œuvre en ce sens en aidant à instaurer un système efficace de protection civile, en gérant les mouvements de population et en créant des emplois par le biais de travaux publics. Nous soutenons également la mise en place d'une politique de développement durable indispensable à la stabilité sociale.

Cette édition spéciale de Migrations a été réalisée à partir d'articles rédigés par l'équipe dévouée de journalistes d'Haïti Press Network. Leurs récits mettent en lumière les défis considérables auxquels Haïti est toujours confronté. Mais ils soulignent surtout l'esprit indomptable des haïtiens et la solidarité sans faille de l'OIM et de communauté internationale en ces moments difficiles. M

▼ © IOM 2010 - MHT0281 (Photo : Juliana Quintero)

L'OIM distribue de l'aide non alimentaire aux familles déplacées

Six mois après le séisme qui a dévasté Haïti, environ 1,5 million de personnes vivent encore dans des abris, certaines dans des camps bien organisés, d'autres dans des installations de fortune.

L'équipe de distribution d'aide non alimentaire de l'OIM assiste ces communautés en leur distribuant des fournitures de base telles que des bâches, des couvertures ainsi que des sets de cuisine et d'hygiène et des kits médicaux. Cette équipe est souvent la première à subvenir aux besoins des déplacés et à renvoyer les individus et communautés vers d'autres unités et organisations pour recevoir une aide adaptée.

« Beaucoup de personnes connaissent l'OIM grâce à nos distributions dans les poches cachées de pauvreté au sein de la population haïtienne. Ce programme sert de point d'entrée dans le système humanitaire pour

ces communautés », déclare Stéphane Trocher, responsable du programme de distribution de l'aide non alimentaire. « Nos équipes ont été parmi les premières à agir sur le terrain juste après le séisme du 12 janvier dernier, en distribuant des fournitures aux communautés touchées, à la fois dans les camps de déplacés et dans les quartiers dévastés. »

Depuis le 14 janvier, près de 2 millions d'articles d'aide non alimentaire ont été distribués à non moins de 300 000 familles, en coopération avec 178 ONG partenaires, en vue de parvenir au plus grand nombre de personnes touchées par la catastrophe.

« L'OIM et les organisations humanitaires partenaires tentent de répondre aussi rapidement que possible aux demandes des communautés de quartiers, des petites associations et des organisations dans Port-au-Prince et ses alentours, dans des zones dévastées par le séisme, mais des lacunes restent encore à combler », explique Stéphane Trocher.

Le programme est soutenu par divers partenaires, notamment l'Agence américaine pour le développement international, le Département britannique pour le développement international, le Gouvernement du Japon et l'Agence espagnole pour la coopération au développement international et pour l'aide humanitaire. M

▲ Une victime du tremblement de terre reçoit de l'aide dans le quartier de Turgeau, Port-au-Prince. © IOM 2010 - MHT0355 (Photo : Mark Turner)

▲ L'aide non-alimentaire distribuée comprend des bâches, des couvertures et des kits d'hygiène. © IOM 2010 - MHT0417 (Photo : Mark Turner)

© IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0588

L'OIM lance un programme d'enregistrement des déplacés

Par Witzer Cinéus, Haiti Press Network

▲ Les sans-abris en ligne pour l'enregistrement. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0591

Haïti a été sérieusement touché par le séisme dévastateur du 12 janvier dont l'onde de choc a provoqué des milliers de déplacements, une situation jamais vécue auparavant dans l'histoire de ce pays aux 8 millions d'habitants.

A côté des 217 000 à 230 000 morts du terrible tremblement de terre, plus de 1,5 millions de personnes se sont retrouvées sans domicile du jour au lendemain. Plus d'un millier de centres d'hébergement se sont créés dans tout le pays.

Six mois après la catastrophe qui a frappé Haïti, un nombre important de survivants se trouve encore dans des camps ou abris provisoires. Dans le but de collecter des informations sur ces populations, l'OIM, en collaboration avec la Direction de la Protection Civile Haïtienne (DPC), a mis en œuvre, depuis le mois de février, un programme d'enregistrement des familles de déplacés. L'objectif de ce programme est de trouver, à partir des informations collectées, des solutions concrètes, à court et moyen terme, pour ces populations.

A Carrefour, dans la cour de l'établissement scolaire des Sœurs salésiennes et des Frères salésiens du quartier de Thor, une longue ligne s'étire sur cinquante mètres sous un soleil brûlant. Les sinistrés du séisme du 12 janvier attendent, de se faire enregistrer par les équipes de l'OIM.

« J'habitais dans une petite maison, elle a été détruite lors de l'événement du 12 janvier. Toutes mes affaires sont enfouies sous les décombres. Mes deux enfants ont subi de graves blessures. Trois jours après le séisme, j'ai retrouvé l'un d'eux au milieu des cadavres dans les locaux de la Marine haïtienne [Bizoton, Port-au-Prince, ndlr] avec une grave lésion à la tête. L'autre enfant s'est blessé au niveau du pied et a perdu deux de ses orteils. Le peu que j'avais pu sauver a été volé pendant notre séjour à l'hôpital. Il ne me reste plus rien », bredouille Résia Elois, répondant aux questions des employés de l'OIM.

Cette femme de 54 ans espère vivement trouver un meilleur endroit où poser ses affaires. « Tout ce que je veux c'est un abri sûr », ajoute-t-elle. « Depuis plus de deux mois, je suis sous une tente. Ce n'est pas l'idéal mais je suis obligée de rester dans ce camp», affirme Résia Elois, enregistrée avec ses deux enfants.

La situation des sans-abri est toujours préoccupante mais avec l'aide de l'Organisation internationale pour les migrations, des centaines de milliers de personnes ont été enregistrées. A ce jour, l'OIM a enregistré, dans plus de 267 sites, environ 165 000 familles, soit environ 720 000 personnes.

Le processus d'enregistrement mis en œuvre par l'OIM se déroule en trois étapes. Dans un premier temps, un coupon de couleur est distribué à tous les chefs de famille vivant dans le camp ou abri provisoire. Ensuite, les chefs de famille se rendent auprès des agents de l'OIM afin d'enregistrer l'ensemble des membres de sa famille vivant avec eux dans le camp.

Enfin, les informations collectées après chaque enregistrement sont entrées dans une base de données dont le contenu est accessible à tous les acteurs gouvernementaux ou humanitaires travaillant sur les problématiques de déplacement.

« Pour ce travail, il y a différentes étapes. On crée une matrice capable de suivre le déplacement des gens. Les personnes doivent répondre à des questions relatives à leur origine, leur famille, le nombre de personnes par famille », explique Jean Sébastien Jérôme, un des responsables du programme d'enregistrement.

Pendant l'enregistrement, les équipes de l'OIM s'assurent, au travers de différentes mesures (coordination avec les comités locaux, équipes de sécurité…) du bon déroulement de l'enregistrement. Ensuite, les agents de l'OIM et ses partenaires sont déployés dans le camp d'hébergement afin de procéder méthodiquement à l'enregistrement des résidents. Les enquêteurs visitent chaque tente où un coupon est remis au chef de la famille.

Une fois enregistrées, les données recueillies vont être transmises à un ensemble de partenaires de l'Organisation internationale pour les migrations qui interviennent dans les centres d'hébergement.

Depuis la catastrophe, lors du processus d'enregistrement, les sans-abri expriment dans bien des cas leur désir de se rendre dans un camp organisé beaucoup plus près de leur lieu d'origine. « En ce qui me concerne, je préfère aller du côté de la Croix des Bouquets parce que je suis de Belle-Anse », déclare Resia Elois.

Quant à Michelson Denis, père lui aussi de deux enfants, résidant de Côte-Plage 16, un quartier de la commune de Carrefour, il souhaite que ce processus avance à grand pas si cela peut l'aider à sortir de sa situation. « Tout ce qui m'intéresse maintenant, c'est d'aller dans un endroit différent d'ici. C'est pour cela que je suis venu m'enregistrer. »

« Si on m'envoie dans la ville de Léogâne, ce serait plus intéressant pour moi, je n'envisage pas d'aller ailleurs. Je me sentirai éloigné de ma famille et de mes parents. C'est ici mon quartier, c'est ici que je mène toutes mes activités », déclare Denis qui dit ne pas être prêt pour un saut vers l'inconnu.

Jean Sébastien Jérôme raconte les difficultés rencontrées lors du processus. « Parfois, il y a des confusions sur le processus – les gens espèrent qu'ils vont recevoir de la nourriture, par exemple. Quand on leur demande s'ils veulent se déplacer, les gens ne sont pas sûrs et font part de leur inquiétude en raison de l'incertitude. » C'est précisément pour cette raison que l'OIM réalise des programmes d'information à travers ses mobilisateurs communautaires pour les informer en amont sur le processus de réinstalation.

Ce processus d'enregistrement des personnes déplacées, qui a démarré en février, continue de progresser. Aucune date n'a été déterminée pour la fin de ce programme. « Chaque semaine, on enregistre plusieurs milliers de personnes dans les camp d'hébergement provisoires mais on ne sait pas quand cela se terminera. L'arrivée de la saison cyclonique va rendre la tâche beaucoup plus difficile », confie Sébastien Jérôme.

Grâce au processus d'enregistrement, qui a permis de recueillir des informations pertinentes sur les personnes vivant dans les camps, des milliers de personnes ont déjà pu être réinstallés dans des sites organisés comme Tabarre Issa (dans la commune de Tabarre) et Corail-Cesselesse (situé à 20 km au nord de la capitale haïtienne).

Le programme d'enregistrement mené par l'OIM, en plus de fournir des informations précises concernant les familles de déplacés sur l'ensemble du territoire haïtien, constitue pour les acteurs nationaux et internationaux un élément indispensable dans l'élaboration de stratégies visant à venir en aide aux populations concernées. M

▲ Des sans-abris en attente d'enregistrement. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0597 (Photo : Witzer Cinéus)

Haïti : le rôle de la communication dans la reconstruction

Par Clarens Renois, Haiti Press Network

Au soir de la catastrophe du 12 janvier, les stations de radio de la capitale d'Haïti ravagée ont vite fait de relancer leurs programmes momentanément arrêtés par le choc du séisme. En fait, plusieurs médias haïtiens se sont effondrés, et journalistes et animateurs étaient devenus, en l'espace de quelques secondes, des sans-abri.

Mais l'ampleur du désastre, loin d'entamer le moral des travailleurs de la presse haïtienne, a mobilisé des dizaines de jeunes reporters qui, dans l'heure ayant suivi le drame, ont tenu coûte que coûte à informer Haïti et le monde sur la situation de leur pays.

Faisant preuve d'un courage exceptionnel, des équipes d'animateurs et de journalistes de quelques stations de radio épargnées par la destruction ont constitué les premières équipes d'informateurs pour renseigner sur les bâtiments détruits, les survivants coincés sous les décombres d'institutions scolaires et universitaires et sur, les hôpitaux où acheminer les blessés.

En l'absence de systèmes de communication publics capables de couvrir le pays, les radios privées de Port-au-Prince ont ouvert leurs antennes pour relayer les informations permettant sans doute de sauver des milliers de vie.

« La communication sera indispensable pour la reconstruction et les radios joueront un rôle central, déterminant », a résumé Sony Estéus, responsable d'un réseau de radios communautaires en Haïti parlant de la place des médias dans la reconstruction d'Haïti, à l'occasion de la journée internationale de la presse le 3 mai 2010.

Dans un pays à tradition orale, la radio joue en effet un rôle primordial dans la vie des populations qui se reposent sur cet outil de communication pour presque tout.

Dans la diffusion de l'information, pour des conseils pratiques de santé, comme pour les programmes de divertissement musical et sportif, la radio est le moyen de communication privilégié des Haïtiens. Actuellement, on compte plus de 3 000 stations de radio dans tout le pays où la grande majorité de la population fait confiance à ce média qui lui est proche.

Lors du tremblement de terre du 12 janvier qui a affecté plus de la moitié des 8 millions d'Haïtiens, faisant 217 000 à 300 000 morts et 1,5 millions de déplacés, la radio a donc permis d'éviter un chaos dans le pays en permettant de reconnecter des centaines de milliers de personnes dispersées.

▼ Pour assurer une permanence dans la diffusion des nouvelles, des radios sont rapidement aménagées sous tente. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0609 (Photo : Clarens Renois)

▲ Informations sur les efforts de préparation diffusées en créole.

Avec une cinquantaine de stations rien qu'à Port-au-Prince, les radios ont maintenu la permanence, diffusant des bulletins d'information et donnant la parole aux Haïtiens de partout. Ceux de l'intérieur, dans les régions éloignées de la capitale, comme ceux de la diaspora.

Même si certaines stations de radio ont été détruites ou sérieusement endommagées lors du séisme, elles n'ont pas arrêté d'émettre. Faisant preuve d'un sens élevé du devoir d'informer, des propriétaires de radio ont aménagé des studios dans leurs propres résidences ou un peu plus tard sous des tentes pour assurer la permanence dans la diffusion des nouvelles.

Radio Signal FM, une station installée à Pétion-ville, a été récemment récompensée par une organisation américaine pour le rôle capital qu'elle a joué, permettant à la diaspora haïtienne des Etats-Unis de rester en contact avec le pays pendant la difficile période de l'après-séisme.

Le fait pour cette station d'avoir permis aux survivants de s'exprimer, de témoigner, a servi à rassurer des personnes qui étaient sans nouvelles de leurs proches à un moment où tous les systèmes de communication ont été coupés.

« La radio comme moyen de communication doit permettre de reconstruire la citoyenneté de ces millions d'Haïtiennes et d'Haïtiens oubliés des régions et des campagnes», a plaidé Sony Estéus, opinant sur l'importance des médias dans la société haïtienne. L'ancien journaliste insiste sur la place centrale qu'occupent les radios dans la vie de tous les jours des Haïtiens et sur son importance dans la réussite de tout projet de développement du pays.

Privés de moyens de communication, les Haïtiens avaient longtemps, pendant la dictature des Duvalier, été contraints au silence. Seuls pouvaient s'exprimer dans les médias publics les proches du régime qui avait à maintes reprises fermé les quelques rares stations de radio et les journaux qui osaient émettre des critiques contre le système politique mis en place pendant trente ans (1957-1986).

Au départ du dictateur Jean-Claude Duvalier, en février 1986, les ondes haïtiennes ont été « libérées ». C'est à partir de cette période que l'organisme chargé de gérer les fréquences a commencé à recevoir de nombreuses demandes de licence.

En moins de dix ans, une trentaine de stations de radios avait obtenu le permis de fonctionner à Port-au-Prince. Les radios régionales et communautaires commençaient à se multiplier dans le pays, où l'on compte aujourd'hui des centaines de stations éparpillées sur tout le territoire.

« Les médias de communication, la radio en particulier, sont prêts à participer à la reconstruction d'Haïti, en connectant les Haïtiens, en faisant entendre leurs voix, celles des paysans, celles des ouvriers », a soutenu Godson Pierre qui dirige un regroupement de médias alternatifs.

Max Chauvet, propriétaire du quotidien centenaire Le Nouvelliste, voit un rôle de responsabilité des médias dans la reconstruction d'Haïti. « Nous représentons l'opinion publique. Nous aurons la responsabilité professionnelle de susciter des débats autour des grandes questions nationales », a soutenu l'actuel président de l'association des propriétaires de médias (ANMH).

Pour sa part, le chef de l'Etat d'Haïti René Préval a promis de garantir la liberté de la presse. M

▼ Les mobilisateurs communautaires sont un maillon essentiel dans la circulation efficace des informations entre les communautés déplacées, les organisations humanitaires et les partenaires gouvernementaux. © IOM 2010 - MHT0561 (Photo : Jared Bloch)

Informer la population à travers des mobilisateurs communautaires

Par Mackendy Jean Baptiste, Haiti Press Network

La demi-douzaine de stations de radio que le séisme n'avait pas réduite au silence avait rendu un énorme service à la population haïtienne en désarroi, au lendemain du 12 janvier. Avant que les autorités n'aient pu commencer à coordonner leurs actions, autant dire bien avant l'intervention des organisations humanitaires, la radio demeurait le seul moyen de communication, à la fois communautaire et humanitaire, dont disposait le million et demi de nouveaux sans-abris.

Il s'agissait de lancer des appels à l'aide, de s'enquérir des nouvelles d'un proche, de partager son expérience du tremblement de terre. La presse parlée était, pour une fois, plus sociale que politique et allait le rester des semaines après le séisme. L'organisation non gouvernementale Internews avait renforcé cette orientation avec ses modules d'informations utiles (« Enfòmasyon nou dwe konnen ») diffusées quotidiennement en créole sur plusieurs stations de radio du pays.

Six mois après le 12 janvier, les réponses et interventions de l'Etat et des organisations non gouvernementales (ONG) sont beaucoup mieux coordonnées. À travers les deux départements fortement touchés par le tremblement de terre du 12 janvier, la majorité des personnes affectées vivent dans plus d'un millier de camps.

Actuellement, une bonne partie des sinistrés déclare vouloir intégrer des programmes de travail contre rémunération (« cash for work »). En termes d'aide, certains affirment n'avoir rien reçu depuis plusieurs semaines déjà. Par conséquent, d'autres entendent se mobiliser contre les autorités qui, selon des rumeurs, voudraient les expulser des terrains qu'ils occupent depuis le mois de janvier. À cause des nombreux besoins non encore satisfaits, chaque visite d'humanitaires fait penser à une distribution de nourriture.

Dans l'intention de prévenir de tels malentendus et de potentiels risques de dérapages dus au manque d'information fiable, un autre type de communication de proximité a été mis en œuvre, en tenant compte des urgences et de l'évolution des priorités. Le rôle de cette nouvelle approche communicationnelle est crucial à plusieurs niveaux, selon diverses organisations humanitaires œuvrant sur le terrain. Cette forme de communication s'est donc avérée nécessaire entre la communauté humanitaire et les sinistrés.

Pour informer et se rapprocher des gens

« Maintenant, il s'agit de se rapprocher des gens qui ne comprennent pas toujours les actions des ONG, ni celles de l'Etat », précise Pascale Verly du département de communication de l'OIM, responsable de la section des community mobilizers (mobilisateurs communautaires).

« Quand on distribue des coupons aux gens, ils pensent souvent qu'on va leur donner de la nourriture », rapporte Stéphanie Daviot, agent d'enregistrement de l'OIM. A la Vallée de Bourdon, par exemple, des centaines de sinistrés s'étaient rués sur des agents venus réaliser une opération d'enregistrement. Cette attitude prouve en effet qu'une véritable confusion règne dans l'esprit de la population sur le rôle et les actions des différents acteurs intervenant dans les camps. Le travail des mobilisateurs communautaires consistent justement à dissiper cette confusion, en engageant un dialogue avec les uns et les autres.

Soutenu financièrement par le gouvernement japonais et le Fonds de réponse humanitaire aux situations d'urgence (ERRF) pour Haïti, le

département de communication de l'OIM en Haïti accompagne le gouvernement en l'aidant à transmettre ses messages auprès des populations déplacées. En effet, certaines communications du gouvernement atteignent effectivement les sinistrés grâce aux mobilisateurs communautaires. Ces derniers ont pour rôle essentiel d'informer et de sensibiliser les personnes affectées.

Caractéristiques des mobilisateurs communautaires

Les mobilisateurs sont recrutés en fonction de leur capacité à engager un dialogue avec les communautés et à travailler sous pression et en fonction de leurs aptitudes à maintenir de bonnes relations avec différentes catégories de populations. Ces aptitudes de base sont complétées par des heures de formation.

Les mobilisateurs communautaires accompagnent les autres équipes de l'OIM tout le long de leur travail. « Les autres départements de l'OIM sont comme des clients à qui nous fournissons un service de communication consistant à faciliter leurs propres travaux de terrain», déclare Elisabeth Labranche, 25 ans, avec philosophie, comme l'exige son activité de mobilisatrice.

« En amont comme en aval, l'équipe de communication occupe une place fondamentale dans le processus d'enregistrement », justifie Stéphanie Daviot, agent d'enregistrement de l'OIM. Son équipe a pour principale tâche de collecter des informations précises sur les familles vivant dans les camps, même si celles-ci ne comprennent pas toujours les raisons et les implications de ces opérations d'enregistrement.

C'est pourquoi une tournée de sensibilisation et d'information, orchestrée par des mobilisateurs qui doivent avoir un bon rapport avec la population, s'avère toujours nécessaire avant l'intervention proprement dite de l'équipe d'enregistrement. Les mobilisateurs continuent d'informer les gens pendant tout le processus d'enregistrement des familles. A la fin du processus, les personnes recensées veulent toujours connaître les dispositions qui seront prises à partir des informations recueillies.

Parfois, les mobilisateurs doivent aussi dissiper les appréhensions des responsables de camps. « Plusieurs ONG ont déjà fait des recensements ici », se plaint Gerson Edée, responsable du centre sportif de Carrefour qui héberge plus de 780 familles. Avant d'apporter des précisions sur l'importance du recensement, Edée craignait qu'il ne s'agisse que d'un enregistrement de plus et qu'on laisserait sans suite une nouvelle fois.

L'équipe de communication de l'OIM utilise aussi des moyens ludiques pour faire passer les messages. Kenny Mix, un Disc Jockey connu des Haïtiens fait le tour des camps avant l'entrée en scène des mobilisateurs, qui sont également munis de feuillets comprenant du texte et des illustrations visant à décrire les différentes étapes de l'enregistrement.

« On privilégie la communication orale et visuelle », explique Pascale Verly.

Les mobilisateurs de l'OIM avaient par ailleurs apaisé les craintes de la population de la Vallée de Bourdon que le gouvernement comptait déplacer vers un camp plus sûr. Alors que la réinstallation constitue en fait l'une des cinq options proposées aux sinistrés, ces derniers hésitent à se déplacer loin de leurs lieux d'origine, de leur mode de vie, voire de leurs biens.

Pour calmer les inquiétudes et rassurer les uns et les autres, l'OIM encourage la formation de comités pour accueillir les relogés. Les membres de ces comités sont là pour expliquer le fonctionnement des nouveaux centres d'accueil afin de dissiper les nombreuses appréhensions des déplacés. Plus de 7 300 personnes ont accepté de se déplacer depuis le début du processus de relogement.

La communication se fait aussi dans le sens inverse, c'est-à-dire depuis les sinistrés vers la communauté humanitaire, via l'OIM. Les habitants des camps profitent aussi de la présence des mobilisateurs communautaires pour faire parvenir leurs messages aux différentes organisations.

▼ © IOM 2010 - MHT0275 (Photo: Juliana Quintero)

« Les informations recueillies lors de nos campagnes d'enregistrement permettent de constituer une base de données qui servira dans le processus de reconstruction du pays », pense Pierrot Rugaba, l'un des responsables de la section d'enregistrement de l'OIM.

Pour lui, « c'est le début d'un processus communicationnel qui favorisera la reconstruction du pays, un processus qui prend en compte les besoins essentiels des Haïtiens ». M

▲ © IOM 2010 - MHT0280 (Photo: Juliana Quintero)

▲ Les résidents du camp font part de leurs inquiétudes au personnel de l'OIM. © IOM 2010 - MHT0560 (Photo : Jared Bloch)

Choisir d'aller vers de nouveaux sites planifiés : les cas de Corail Cesselesse et de Tabarre Issa

Par Louis-Joseph Olivier, Haiti Press Network

▲ Les habitants de Vallée de Bourdon, zone sujette aux inondations, reçoivent une aide à la réinstallation dans le camp de Tabarre Issa. © IOM 2010 - MHT0594 (Photo: Daniel Desmarais)

Avec des tentes étalées sur une surface qui mesure deux fois celle d'un terrain de foot, des rues régulièrement tracées, un petit centre de santé et un point de contrôle de la police haïtienne que secondent des Casques bleus de l'ONU, Corail, situé à 20 km au nord de Port-au-Prince la capitale d'Haïti, présente l'aspect d'une véritable petite ville en construction. C'est le nouveau lieu de résidence de centaines de familles déplacées victimes du violent séisme qui a détruit ce petit pays de la Caraïbe, le plus pauvre du continent américain.

Le déplacement massif des populations, et l'apparition de camps spontanés, étaient les deux conséquences immédiates du tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui a fait jusqu'à 230 000 morts et plus de 1,5 millions de sans-abris dans le pays.

Le soir même de la catastrophe, des dizaines de milliers d'Haïtiens ont afflué vers des places publiques, des sites scolaires, des domaines publics et privés jusque-là non occupés.

De nombreuses maisons étant détruites et endommagées, des dizaines de milliers d'haïtiens ont été jetés à la rue au cours de cette période de traumatisme qui a suivi le cataclysme. Le nombre des déplacés n'a pas cessé de croitre, et les abris provisoires se sont vite multipliés.

« Ma maison étant complètement détruite, les enfants avaient terriblement peur. On n'avait pas d'autre choix, il fallait à tout prix trouver un refuge où qu'il soit », affirme Guilaine Lapointe qui, tout de suite après le 12 janvier, a trouvé refuge dans la cour de Saint Louis de Gonzague, une institution scolaire tenue par des religieux.

Des places publiques non loin du palais présidentiel détruit, des terrains de jeu étaient envahis par des foules affolées.

Dans la panique qui a suivi le séisme, les déplacés n'ont pas eu le temps de songer aux risques que pouvaient représenter leur nouveau lieu de résidence. L'aménagement des sites, et les conditions de logement ont été tout simplement mis au second plan. « Après le 12 janvier, le problème était

▲ Un père et sa fille à Tabarre Issa. © IOM 2010 - MHT0616 (Photo : Jared Bloch)

des blocs de béton sur nos tête et non la pluie, d'ailleurs il ne pleuvait pas là-bas. On n'a pas pensé aux inondations ou aux éboulements », confie Ronald Vital qui vit actuellement au camp Issa, à Tabarre.

Réfugiées depuis la catastrophe au club de golf club de Pétion-Ville, sur les hauteurs de Port-au-Prince, plusieurs familles étaient en danger, comme environ 5 000 personnes de ce camp de quelque 50 000 sinistrés, l'un des sept de la capitale dévastée jugés à hauts-risques par le gouvernement haïtien.

Vers la planification de nouveaux sites

Après le tremblement de terre, Haïti doit se préparer à faire face à la saison des pluies. Des tempêtes tropicales sont aussi attendues. Plus de trois mois après le séisme, beaucoup de centres d'hébergement accueillant des dizaines de milliers de personnes sont encore installés dans des endroits où les risques d'inondation sont évidents. Pire, certains sites sont difficiles d'accès, sur des terrains en pente, soumis aux risques d'éboulement, comme la vallée de Bourdon, sur la route de Pétion-ville, en contrebas.

Dans de telles conditions, il fallait à tout prix penser à évacuer d'urgence certains sinistrés se trouvant dans des zones à risques, afin de leur offrir des abris plus sûrs en cas d'éventuelles intempéries.

Dans le cadre de la stratégie globale élaborée conjointement par le Gouvernement d'Haïti et la communauté humanitaire, cinq options principales ont été identifiées :

Option 1 : La première option, la plus préférable, est que les gens peuvent retourner dans leurs maisons qui ont été évaluées et considérées comme sûres. Cette option est menée par le Gouvernement d'Haïti, en collaboration avec des partenaires des Nations Unies, qui entreprend des évaluations structurelles des bâtiments, informe la population sur les bâtiments considérés comme sûrs, écoute les préoccupations des communautés, répond à leurs besoins.

Option 2 : Les personnes peuvent aussi choisir de retourner vers leur lieu d'habitation d'origine, même si leurs maisons ont été détruites. Ce choix peut inclure la construction d'abris provisoires sur une parcelle de terrain, ou le déplacement dans un site de proximité. Cette option suppose le déblaiement des débris dans les zones affectées, par des ingénieurs du Gouvernement d'Haïti, de l'Armée américaine et des organisations internationales.

Option 3 : Quand les personnes n'ont pas la possibilité de retourner chez elles, elles peuvent trouver une famille d'accueil pour les héberger, des proches ou des amis. Un grand nombre d'acteurs humanitaires sont engagés dans l'assistance aux communautés d'accueil.

Option 4 : Lorsque les personnes ne peuvent ni retourner chez elles, ni se rendre dans une famille d'accueil, elles peuvent rester dans le site où elles se trouvent temporairement. L'OIM et ses partenaires au sein du CCCM et des autres clusters veilleront à ce que les services de base soient fournis et que ces sites offrent des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes.

Option 5 : Il se peut qu'aucune de ces quatre premières options ne soit envisageable. Dans ce cas, l'OIM fait partie d'un groupe d'organisations travaillant avec le Gouvernement d'Haïti pour établir de nouveaux sites dans les environs de Port-au-Prince.

Ainsi, deux sites ont été aménagés dans la périphérie de Port-au-Prince comme à Corail, à 20 km au nord de la ville, et à Tabarre, une commune de la zone métropolitaine où se trouve le camp Issa, un site dont la gestion est assurée par l'organisation non gouvernementale Concern.

▼ Le camp de Tabarre Issa, l'un des trois camps de réinstallation d'urgence établis avec l'aide de l'OIM. © IOM 2010 - MHT0593 (Photo: Daniel Desmarais)

▼ Tabarre Issa, un refuge pour plus de 500 familles.
© IOM 2010 - MHT0595 (Photo: Daniel Desmarais)

En moins de quinze jours en avril, près de 2 400 personnes ont été accueillies sur le site du camp Issa à Tabarre, soit 512 familles. Durant la même période, près de 1 300 familles avaient déjà pris place sur le site de Corail qui compte maintenant environ 5 000 personnes.

La contribution de l'OIM

L'OIM a pleinement contribué à la réinstallation des déplacés. L'organisation spécialisée dans la gestion des déplacements de populations a fourni une assistance technique au gouvernement dans la réinstallation des déplacés de la vallée de Bourdon vers le site de Tabarre Issa, et ceux du Club de golf de Pétion-ville vers Corail.

A travers son équipe de « site planning », l'OIM a fournit une expertise technique en matière d'aménagement, d'organisation et de gestion de ces sites. Pour le site de Corail, l'OIM a également fait office de « responsable de camp », en dernier ressort, durant la période de déplacement des familles de Pétion-Ville vers Corail entre le 10 et le 28 avril.

L'OIM a travaillé conformément aux normes en vigueur en cas de déplacements de populations, et a veillé au respect du droit des personnes déplacées. « Les déplacements ont été des choix volontaires, les gens disposaient de plusieurs options, des campagnes de sensibilisation ont été menées avant la réinstallation », explique Bertrand Martin, l'un des responsables de communication de l'OIM à Port-au-Prince.

En effet, lors des l'opération de réinstallation qui a eu lieu vers Corail, l'OIM a joué un rôle important dans la campagne d'information préalable au déplacement des familles qui ont fait le choix de se rendre à Corail. Tout d'abord, en travaillant avec les représentants de la communauté du camp du Club de golf de Pétion-Ville (COARPEC), les différentes options proposées aux familles ont été présentées aux familles se trouvant dans les zones à risque. Des visites sur le site de Corail organisées par l'OIM ont permis aux représentants de voir l'avancement des travaux d'aménagement du site, d'émettre des remarques sur les différents services proposés sur le site, remarques qui ont été prises en compte dans la mise en œuvre du processus de réinstallation.

Des points d'information ont également été mis en place à Pétion-Ville, avec des employés de l'OIM et des membres de COARPEC pour répondre aux questions des familles concernées par la réinstallation. Ces points exposaient des cartes du site de Corail, avec la localisation de l'ensemble des services qui s'y trouvent et des feuillets expliquant les différentes étapes du processus de réinstallation. Ces matériels graphiques servaient ainsi de support visuel aux employés chargés d'informer et de sensibiliser les familles.

Le déplacement de la Vallée de Bourdon vers Tabarre Issa a supposé un processus analogue en amont. Les équipes d'ingénieurs de l'armée américaine avaient évalué des zones rouges dans la Vallée de Bourdon, qui concernaient environ 500 familles. Des mobilisateurs communautaires ont mené un travail de communication et de sensibilisation préalable pour expliquer aux familles se trouvant dans ces zones les différentes options, et expliquer le déroulement du processus de déplacement vers le site de Tabarre Issa. La campagne d'information menée par les mobilisateurs communautaires a ainsi permis d'engager un dialogue avec les familles, de diffuser des messages clairs et de contrecarrer les fausses informations qui avaient pu circuler au sujet du processus de relocalisation.

Pour Corail Cesselesse, durant les 18 jours qu'a duré le déplacement des familles, l'OIM a été en charge de l'accueil des familles sur le site de Corail et de la coordination entre les différentes organisations qui fournissent des services. Les équipes d'enregistrement de l'OIM y étaient présentes pour donner une carte aux chefs de famille, et les accompagner vers la parcelle du site correspondante où une tente familiale avait été préalablement installée par les équipes du programme Shelter de l'OIM.

Dans une deuxième étape, les tentes devraient faire place à des abris transitionnels (T-Shelters) en dur, d'une taille de 12 à 18 m2, offrant plus de résistance au vent et à la pluie.

« Je me sens mieux ici, c'est un lieu plus sûr, moi et ma famille nous nous sommes installés depuis le mois d'avril et nous nous portons bien » dit Rodrigue Paulinis. « Il n'y a que le travail qui manque ici, mais je suis prêt à y rester », ajoute le père de deux enfants qui vit avec sa femme dans le camp de Corail.

Dans son rôle de coordinateur du groupe de travail (cluster) sur la coordination et la gestion des camps, l'OIM supporte l'American Refugee Committee, qui assure désormais le rôle de camp gestionnaire à Corail. L'OIM supporte aussi d'autres partenaires, près de 189 organisations, qui de leurs côtés interviennent sur les 1 400 sites dénombrés dans la capitale haïtienne. (Visionner la vidéo - http://www.iom.int/jahia/Jahia/haiti). M

Le Monitoring, un coup d'œil continu sur les camps

Par Jonel Juste, Haiti Press Network

Comme dans tous les camps spontanés, les besoins urgents se ressemblent. Il s'agit pour la plupart de nourriture, de logement et d'assainissement. Depuis près d'un mois, cinq jeunes femmes font chaque matin le tour du Parc Accra à Delmas 32 et se renseignent sur les conditions sanitaires et la qualité de l'eau à travers ce camp. Elles sont des monitrices de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et pratiquent le Monitoring.

« Les gens se montrent plutôt coopératifs. On rencontre quelquefois des réfractaires, qui réclament des coupons de rationnement pour répondre à nos questions lors des enquêtes, mais la plupart des sinistrés du Parc reconnaissent l'importance du monitoring et nous aident parfois », confie Roselaure Charles, l'une des monitrices résidant dans ce vaste centre de 20 000 personnes, d'après les dernières estimations de l'OIM.

Le Parc Accra est un camp qui semble bien organisé, des écoles, des toilettes sont installées par les multiples organisations à l'œuvre. L'OIM y intervient dans le cadre du programme de Monitoring, financé par l'Agence Suédoise de coopération internationale pour le développement (Swedish International Development Cooperation Agency - Sida.) Le monitoring est une activité importante, selon l'officier de suivi Jean Max Baulière qui illustre ainsi ses propos.

« Au début de la saison des pluies, beaucoup d'organisations n'avaient pas prêté attention à la qualité des sols. Des parties du terrain occupées par les déplacés étaient en fait des amoncellements de déchets et lorsqu'il pleuvait cela provoquait, par exemple, l'écroulement des latrines et d'autres difficultés. Les moniteurs nous ont avertis, et nous en avons informé une organisation qui a creusé en moins d'une semaine trois autres latrines. Le monitoring permet d'avoir accès à des informations qui diminuent le temps de réponse des organisations sur le terrain », explique Jean Max Baulière.

Charles Dérivois est membre du comité de gestion du centre d'hébergement du Terrain Accra. Dans la vingtaine, il réside dans le camp spontané depuis le 12 janvier dernier. Ce jeune homme dit reconnaître lui aussi l'importance d'une activité telle que le monitoring.

« Au début, il fallait que nous, membre du comité de gestion, relevions les besoins en eau ou en assainissement au Parc pour ensuite faire pression sur les ONG locales afin de combler ces besoins », se rappelle-t-il. « Mais maintenant, avec le programme de monitoring, les choses ont évolué. Les besoins en eau et assainissement sont rapportés à temps par les moniteurs de l'OIM et peuvent ainsi être comblés ».

Il ne s'agit pas de nourriture ou d'abri, mais le monitoring est important pour une intervention rapide des organisations face à des urgences, avance pour sa part Belmond Castana faisant lui aussi partie du comité de gestion du Parc Accra.

Les monitrices du Parc doivent chaque jour dans la matinée effectuer une tournée d'observation. « On doit visiter les toilettes, s'enquérir sur la qualité de l'eau, vérifier les poubelles et ensuite

▲ Une équipe de l'OIM chargée de l'organisation et de l'évaluation des sites à pied d'œuvre.. © IOM 2010 - MHT0587 (Photo : Jared Bloch)

▲ Les équipes de monitoring évaluent les risques et mènent des travaux de terrassement pour réduire les risques d'inondations. © IOM 2010 - MHT0584 (Photo : Jared Bloch)

▲ Les informations recueillies par les équipes de monitoring sont méthodiquement enregistrées. © IOM 2010 - MHT0586 (Photo : Jared Bloch)

rédiger un rapport », indique Roselaure Charles.

Cette jeune fille commence sa journée à 8h avec une tournée du Parc pour observer, vérifier si les toilettes sont en bon état, contrôler la qualité de l'eau, la propreté du camp, la gestion des déchets. Elle doit ensuite rédiger un rapport, cela dure 3 bonnes heures. L'opération recommence dans l'après-midi à 17h.

Pour Magalie Jeudy, une autre monitrice qui vit au camp de Delmas 32 après avoir perdu sa maison dans le séisme, les tournées d'observation lui permettent de relever certaines anomalies comme le mauvais état des latrines.

Cette activité permet toutefois à Magalie de renouer avec le monde du travail. Cette jeune femme ronde, dans la vingtaine, qui travaillait avec une organisation internationale avant le 12 janvier, salue cette initiative de l'OIM qui encourage les jeunes et redonne espoir.

Les moniteurs de l'OIM sont sélectionnés selon plusieurs critères, dont élément essentiel : le moniteur doit habiter dans le camp placé sous sa supervision. « Il ne doit pas s'agir de quelqu'un de passage mais quelqu'un qui vit là, qui puisse avoir le camp à l'œil et avoir le sentiment de servir sa communauté », indique le Dr Jean Max Baulière, officier de suivi de l'OIM.

Ces moniteurs et monitrices, informe le Dr. Baulière, sont d'abord sélectionnés en coordination avec le comité de gestion du camp en question. Les sélectionnés suivent ensuite une formation en deux temps. Dans un premier temps, une formation en salle qui inclut l'utilisation des outils d'enquête, la façon de remplir le questionnaire, puis, dans un deuxième temps, inculquer des principes d'enquête dans les tentes.

« Le programme de monitoring permet à l'OIM d'obtenir de bons rapports sur la situation d'hygiène et d'environnement, qui nous permettront d'être informés de l'efficacité des programmes et de voir s'ils produisent les résultats escomptés», indique Christian Poteau, l'ingénieur en charge de l'évaluation et du suivi à l'OIM. Celui-ci définit le monitoring comme un « coup d'œil continu sur les camps ».

Certains moniteurs, souligne-t-il, se sentent toutefois dévalorisés parce qu'ils n'apportent pas eux-mêmes des articles à distribuer, mais le moniteur fait un travail très important, car cette activité est essentielle pour identifier les besoins des familles affectées.

Les moniteurs sur le terrain font l'analyse des besoins et rédigent un

rapport circonstancié qui permettra à l'organisation partenaire d'apporter une réponse adaptée. « Le monitoring est également important dans l'évolution d'un plan d'action », avance Christian Poteau.

Quatre-vingts moniteurs au total sont formés pour l'ensemble des camps où opère l'OIM. Mais jusqu'ici 40 ont été déployés. Les 40 autres constituent une réserve au cas où les premiers moniteurs viendraient à manquer. Il faut 1 moniteur pour 5 000 personnes dans un camp est nécessaire.

L'avantage du système de Monitoring, souligne Félix Diesner, l'un des responsables de ce programme de l'OIM, est que l'on peut collecter des informations chaque jour sur la situation dans les centres d'hébergement. Ce programme aide les personnes qui vivent dans les camps à s'autogérer, poursuit-il. « Le programme de Monitoring nous permet d'être à jour avec des questions importantes du quotidien, comme une pénurie éventuelle d'eau. » « Aussi, à travers des enquêtes menées auprès des familles, nous serons capables de savoir ce dont les personnes ont besoin, si elles souffrent de maladies liées à l'hygiène, comme la diarrhée ou les maladies de peaux. »

« Le chemin est encore long car les besoins demeurent plus importants que les capacités des organismes travaillant sur le terrain. Mais l'OIM et d'autres partenaires sont en train de mettre sur pied des équipes d'intervention rapide, qui seront en mesure de faire face encore plus rapidement aux menaces principales qui affectent les populations dans les camps. »

« Outre les informations fournies par le monitoring et retransmises au comité de gestion des camps et aux différentes organisations sur le terrain, aussi les mairies pourront utiliser ce même type de système de monitoring pour s'informer de la situation sanitaire dans les communes. C'est l'un des avantages au monitoring pour l'avenir, même quand il n'y aura plus de camps de fortune » soutient Christian Poteau cité plus haut.

« Enfin », termine-t-il, « les données recueillies sur le terrain à travers le monitoring vont constituer une base de données qui sera mise à disposition de tous ceux qui veulent avoir des informations sur les camps en temps réel. » M

▲ Le Parc Accra compte des espaces loisirs pour les enfants. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0610 (Photo : Jonel Juste)

▲ Les dispositifs de contrôle de santé environnementale mis en place par l'OIM permettent de garantir de bonnes conditions sanitaires au sein des communautés déplacées, notamment grâce à l'entretien régulier des toilettes. © IOM 2010 - MHT0585 (Photo : Jared Bloch)

Des abris en dur pour les riverains de Mangeoire

Par Chenald Augustin, Haiti Press Network

Mangeoire est un quartier pauvre, défavorisé, situé à Pacot, dans les hauteurs de Port-au-Prince. Ce quartier, jadis un espace boisé, s'est vite transformé, sous la dictature de Jean-Claude Duvalier dans les années soixante-dix et quatre-vingts, en un bidonville.

« Mangeoire était peu habité », raconte Paul Milien, 71 ans, l'un des anciens habitants du petit village. «Les rares riverains s'adonnaient à la culture du manioc, du maïs, de haricot vert », se souvient-il, l'air nostalgique.

Les riverains sont dépourvus d'infrastructures de base telles que les routes ou l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Pas de centre de santé, ni d'établissement scolaire. « Certains enfants du quartier vont à Croix-des-Prés, situé non loin du quartier, à une école primaire dirigée par une congrégation de religieuses catholiques », explique Emmanuel Elizaire. « D'autres fréquentent des écoles de Turgeau, Bois-Vernat ou Lalue, plusieurs kilomètres plus loin », poursuit Philippe Milien, un autre jeune né dans le quartier.

Les habitants de Mangeoire vivent dans une situation d'extrême précarité. La zone parait abandonnée. Ses riverains, livrés à eux-mêmes, commencent cependant à recevoir la visite de membres d'organisations internationales depuis le séisme du 12 janvier qui n'a pas épargné ce village. « C'est le tremblement de terre qui nous a mis sur la carte. On ne nous connaissait pas avant », déclare Philippe Milien.

Avant le tremblement de terre, un millier de personnes environ vivait à Mangeoire. Les maisons, des bicoques pour la plupart, sont construites de manière anarchique. Bon nombre sont érigées dans le lit de la ravine Mangeoire, qui, lors des crues de la saison pluvieuse, cause bien des dégâts : inondation de maisons et obstruction de la ravine par les gravats.

▲ L'un des 80 abris profitant aux familles dans le quartier de Mangeoire à Port-au-Prince. © IOM 2010 - MHT0582 (Photo : Leonard Doyle)

Le séisme du 12 janvier est venu aggraver une situation déjà exécrable pour les habitants de Mangeoire. Cette catastrophe naturelle, qui a ravagé Port-au-Prince et ses environs, a fortement frappé la petite communauté érigée non loin de résidences cossues d'un quartier réputé riche de la capitale.

Une vingtaine de personnes y ont trouvé la mort dans le violent séisme. Près de 70 % des maisons ont été détruites ou endommagées. Les secours et l'aide d'urgence ont mis beaucoup de temps avant d'atteindre les sinistrés.

Suite à cette catastrophe, la plupart des riverains se sont refugiés sur des espaces jusqu'alors inhabités. Depuis, de nombreuses familles se sont construit des abris de fortune avec des tissus de drap et des bâches, sur un terrain appartenant aux sœurs Hermantin, Catherine et Nathalie, grands propriétaires terriens. Les conditions d'hygiène et d'assainissement laissent à désirer.

Face à cette situation humanitaire, des jeunes de Mangeoire ont formé une petite organisation, dont la mission est d'apporter de l'aide aux sinistrés par le biais des organisations internationales. Le Comité des sinistrés de Mangeoire aide la population dans l'assainissement du quartier, dans la recherche d'eau potable, dans la gestion de l'aide humanitaire et dans la construction d'abris provisoires.

Au mois d'avril, à la demande de cette organisation communautaire, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a lancé son premier projet pilote de construction d'abris de transition qui seront installés sur les surfaces des maisons détruites ou endommagées.

Près de 80 abris transitionnels, « transitional shelters », seront ainsi offerts aux riverains de Mangeoire. Ces petites maisons de 18 m^2 sont fabriquées à l'aide de contreplaqué difficilement inflammable, de bois et de

suite à la page 22

▲ Photos de la droite en haut à gauche : © IOM 2010 - MHT0380 (Photo : Jean-Philippe Chauzy), © IOM 2010 - MHT0395 (Photo : Mark Turner), © IOM 2010 - MHT0484 (Photo : Mark Turner), © IOM 2010 - MHT0293 (Photo : Juliana Quintero), © IOM 2010 - MHT0617 (Photo : Jared Bloch), © IOM 2010 - MHT0615 (Photo : Jared Bloch)

▲ Les bénéficiaires d'abris de transition tels que les femmes ci-dessus sont désignés par leurs communautés.
© IOM 2010 - MHT0620, © IOM 2010 - MHT0621 (Photo : Leonard Doyle)

Suite de la page 19

tôle ondulée. Un atelier de fabrication a été installé dans le quartier, recrutant une dizaine d'ouvriers (charpentiers et maçons). Depuis le lancement du projet, dix abris transitoires ont déjà été construits. Dix autres seront fabriqués sous peu pour autant de familles.

L'intervention de l'OIM dans le quartier a ainsi permis de reloger de nombreuses familles de Mangeoire et ce sont les gens du quartier eux-mêmes qui participent à la réalisation du projet. Leur contribution consiste à déblayer les décombres et à transporter les matériaux offerts par l'OIM tels que le sable et le ciment. D'où la méthode participative. La sélection des familles de bénéficiaires s'effectue selon des critères privilégiant les familles les plus vulnérables et en étroit partenariat avec les représentants des communautés et des autorités locales. De plus, ce programme permet aux familles sinistrées de rester vivre dans leur communauté d'origine et d'éviter ainsi de quitter leur environnent social et économique.

A Mangeoire, le projet reçoit un accueil enthousiaste des membres de la communauté. Mercia Jean-Baptiste, 43 ans, l'une des bénéficiaires, est contente d'avoir aujourd'hui un toit sûr. « J'attends avec impatience d'habiter dans ma nouvelle maison même si elle est plus petite, afin de reprendre mes activités. Car, ici, dans cet abri, les conditions d'hygiènes n'existaient pas », confie-t-elle.

La maison de Mercia Jean-Baptiste a été détruite lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Elle vit depuis ce jour sous une tente, érigée sur un emplacement du terrain des sœurs Hermantin. Ces dernières ont accordé un délai aux occupants expirant à la mi-mai pour quitter les lieux. « Aujourd'hui, la construction de ces abris vient soulager les souffrances de bon nombre d'entre nous », conclut Mercia avec reconnaissance.

Le projet de construction d'abris en dur de l'OIM pour les riverains de Mangeoire fait partie de la série de construction dans les zones durement affectées par le violent séisme du 12 janvier.

Au quartier de Petit Bois, à Croix-des-Bouquets, quarante abris ont été également construits dans le village artistique de Noailles. Le programme de construction d'abris de transition a déjà commencé dans la communauté de Aux Cadets, une zone rurale très difficile de la commune de Pétion-Ville. Deux abris transitionnels d'une capacité d'accueil de 56 patients sont également en cours de construction sur la cour de l'Hôpital de l'Université d'Etat, au cœur de Port-au-Prince.

L'OIM projette de construire entre 7 000 et 10 000 abris grâce au financement du Gouvernement du Japon, du Fonds de réponse humanitaire aux situations d'urgence (ERRF) pour Haïti, et du gouvernement suédois. M

▲ Des abris de fortune construits par des sinistrés de Mangeoire sur la propriété des sœurs Hermantin. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0596 (Photo : Chenald Augustin)

La culture, le sport et la musique comme thérapie post-séisme

Par Louis-Joseph Olivier, Haiti Press Network

Les conséquences du tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti sont nombreuses. Les régions frappées par cette catastrophe considérée comme la plus meurtrière des temps modernes, n'ont pas fini de dénombrer les pertes.

D'un point de vue matériel, elles sont énormes. Des villes détruites, de gros investissements disparus en un clin d'œil. Le pays a beaucoup perdu. Mais les conséquences de ce drame sur la vie des Haïtiens sont encore plus considérables. De nombreux pères et mères de familles sont restés inconsolables depuis la perte de leurs enfants, et des dizaines de milliers d'enfants sont depuis orphelins. La plupart des Haïtiens n'ont même pas eu la possibilité de rendre un dernier hommage à leurs proches emportés par la catastrophe.

Depuis quelque temps, la vie commence à reprendre ses droits en Haïti, mais pour vivre pleinement, les personnes directement affectées méritaient d'être encadrées psychologiquement.

Le traumatisme causé par le tremblement de terre est tel qu'il serait difficile voire impossible pour les victimes vivant dans des camps d'hébergement de revenir à la vie normale du jour au lendemain. « Pourquoi travailler à nouveau ? Je viens de perdre ce que j'ai de plus cher et 35 ans de travail en quelque secondes », lance Myrlaine Paul en sanglot, qui a perdu ses deux enfants restés sous les débris de sa maison effondrée.

Toute une série d'activités sont organisées dans les camps d'hébergement, dans les églises, les écoles et d'autres institutions à vocation humanitaire, en vue d'aider les survivants du drame à reprendre leurs activités normales, comme au Champ de mars où une clinique a été établie dans le bâtiment de la faculté d'Ethnologie et reçoit des victimes pour des séances thérapeutiques.

Dans certains camps d'hébergement, des documentaires, des films et vidéo clips sont projetés sur grand écran pour permettre aux déplacés de se distraire, comme au camp de la place Boyer à Pétion-ville. « Cela nous permet de nous relaxer un peu et tout oublier momentanément. Je me sens toujours mieux après », déclare Martine, toute heureuse d'assister à la projection d'un clip du groupe Barikad Crew, une formation musicale très populaire de tendance hip hop.

▼ L'équipe de soutien psychosocial de l'OIM organise des activités avec les enfants pour célébrer la Fête des mères dans le camp de Tabarre Issa. © IOM 2010 - MHT0600 (Photo : Jared Bloch)

▲ Les jeunes résidents des camps profitent des activités sportives proposées dans le quartier de Tabarre Issa.
© IOM 2010 - MHT0611 (Photo : Daniel Desmarais)

Des compétitions sportives sont organisées dans plusieurs centres d'hébergement dans l'objectif d'aider les jeunes à s'épanouir. Un tournoi de football est organisé par le collectif des jeunes victimes de Pétion-ville au parc Sainte Thérèse, opposant plusieurs formations composées de jeunes qui vivent sur ce site transformé en abris pour les victimes du séisme.

Le projet « Plas timoun » (la Place des petits), est un programme organisé à l'initiative de la première dame de la république d'Haïti, Mme Elisabeth D. Préval. « Plas timoun » est l'un des projets phare de la période post séisme destiné aux enfants.

Les activités se tiennent à proximité des centres d'hébergement, et revêtent essentiellement un caractère instructif et récréatif. Accompagnés de moniteurs, les enfants ont la possibilité de faire de la peinture, du sport, de la danse et participent à des ateliers de lecture.

L'OIM organise aussi des activités psychosociales ayant pour objectif de soutenir directement les survivants du drame du 12 janvier 2010, considéré comme la plus grande crise humanitaire des temps modernes. En effet, avec le soutien de l'agence suédoise internationale de coopération au développement (Sida) , « depuis le mois de mars, des équipes pluridisciplinaires regroupant des psychologues, travailleurs sociaux, et animateurs artistiques sont formées pour intervenir dans différents centres d'hébergement de la zone métropolitaine, confie Jean Jeune Desrisier, l'un des chefs d'équipe responsable de la mise en place des activités psycho sociales de l'OIM sur le terrain.

« La culture haïtienne est au centre des programmes organisés par les groupes d'intervention de l'organisation. Enfants et adultes prennent part à des activités expressives et récréatives, essentielles pour leur épanouissement », souligne le moniteur.

De la danse, de la peinture, de la poterie et d'autres activités récréatives et expressives sont organisées pour aider la communauté dans les camps à s'épanouir.

Avec le soutien psychosocial accordé aux enfants, l'OIM donne aux petits haïtiens l'opportunité de se remettre des séquelles du traumatisme du 12 janvier dernier.

Les jeunes, de leur côté ont droit à des activités d'ordre éducatif et récréatif, comme l'artisanat, la peinture et des séances de sensibilisation.

A Tabarre Issa, où environ 500 familles ont fait le choix d'être réinstallés de la Vallée de Bourdon pour prévenir le risque d'inondation, une équipe psychosociale de l'OIM travaille avec des adultes et des enfants pour construire des mécanismes de soutien familial. Selon Jean Mozart Feron, membre de l'équipe pyschosociale de l'OIM fournissant les services dans le camp, « ces personnes ont perdu leurs moyens d'existence et les rôles familiaux se sont parfois inversés. De ce fait, nous mettons l'accent sur le thème de la communication, et aidons les personnes à s'exprimer. » Aider les résidents de ce camp à savourer la vie, c'est ainsi que Mozart voit son travail.

Pour Marjorie, une résidente du camp âgée de 32 ans qui reçoit un soutien psychologique de Mozart, les sessions « offrent l'espoir que dans le futur, mon esprit sera rempli de bonnes choses », mais elle ajoute qu' « il y a des choses qu'elle n'arrive toujours pas à oublier ».

Des groupes de parole et de soutien psychologiques primaires, des séances de thérapie sont mis à la disposition des adultes qui peuvent avoir accès à plusieurs séances animées par des psychologues, des travailleurs sociaux et des éducateurs.

« De très bons résultats sont enregistrés depuis le lancement du programme. Des enfants sont parvenus à vaincre la peur et ont pu s'exprimer et jouer à nouveau. Des jeunes ayant perdu toute estime de soi ont retrouvé la confiance et l'optimisme pouvant les aider à vivre comme avant et poursuivre leurs objectifs. Les rapports entre les parents avec lesquels nous travaillons beaucoup sur le sujet de la violence conjugale se sont aussi améliorés. Notre intervention comporte sensibilisation, prévention et intervention directe », selon M. Desrisier.

La reconstruction d'Haïti doit passer par des hommes et des femmes prêts « dans leur esprit » à affronter les défis pour un meilleur avenir dans ce pays. M

Dans les camps, la misère au féminin pluriel

Par Géralda Sainville, Haiti Press Network

Dans les tentes et sous les bâches usées, les survivantes ne pleurent plus, ou presque, leurs époux ou proches ensevelis sous les gravats. Près de six mois après le séisme qui a secoué Haïti et tué près de 230 000 personnes, les femmes se battent pour survivre.

▲ Une maman et ses trois enfants au camp de Tabarre Issa.
© IOM 2010 - MHT0613 (Photo : Jared Bloch)

Assise à l'ombre sur une chaise en bois, Stalia fait la lessive entre les parois d'une rangée d'abris recouverts de bâches. Son visage en sueur arrive difficilement à dissimuler son sourire timide. Cette jeune mère de trois enfants parle sans fausse honte de sa vie d'inconfort depuis le séisme du 12 janvier. « Je me sens mal à l'aise. Sans intimité ni respect, ma vie n'est plus la même », se désole-t-elle. Les ustensiles de cuisine empilés près de la cuvette de lessive font sentir la promiscuité dans laquelle patauge cette femme qui fait plus âgée que sa trentaine. « Deux familles cohabitent dans cette bicoque », raconte-t-elle, tout en pointant du doigt un abri rapiécé de bâches et marqué d'un graffiti à peine compréhensible. Le camp où Stalia s'est installée compte quelque 47 000 personnes, entassées sur un terrain de foot au centre sportif de Carrefour, banlieue sud de Port-au-Prince, la capitale haïtienne.

Dans ces abris, établis après le tremblement de terre du 12 janvier, les femmes font face à la dure réalité de la promiscuité. En dépit du fait que certaines organisations internationales comme l'OIM œuvrent dans ce camp au niveau de l'assainissement, les femmes bénéficiaires jugent qu'il manque d'espaces adéquats pour se laver et s'habiller. Celles-ci se plaignent également des services sanitaires, distincts pour les hommes et les femmes, afin de diminuer les risques de violence à l'égard des femmes.

« Ici, les conditions sanitaires sont déplorables, juge Farvenise, âgée de 27 ans qui tresse les cheveux blanchis de sa grand-mère. Les toilettes sont infestées de moustiques et de vers, dévoile-t- elle. Sinistrée résignée, elle les fréquente par obligation.

▼ Une maman et son bébé au camp de Tabarre Issa. © IOM 2010 - MHT0612 (Photo : Jared Bloch)

Plus de 1 000 camps ont été identifiés dans la région métropolitaine. Bon nombre d'entre eux ont été installés sur des terrains inappropriés, sans infrastructures sanitaires. Les camps sont surpeuplés et dans ces conditions, les risques de violence et de propagation de maladies contagieuses sont énormes. Et les femmes, pour des raisons diverses, sont les plus exposées. « La situation est lamentable, constate Yolette Mengual, Directrice de cabinet du ministre à la Condition féminine et aux droits de la femme (MCFDF). Certains camps font face à des problèmes d'eau potable et de soins sanitaires. Sur chacune des 100 femmes consultées, 80 % présentent des symptômes d'infections vaginales ».

Selon la militante féminine, des efforts, ont été déployés par le Ministère à la condition féminine de concert avec d'autres organisations humanitaires en vue d'améliorer les conditions sanitaires des femmes dans les camps. « Une structure mobile d'intervention a été mise sur pied en vue d'accompagner et d'encadrer les femmes dans les abris », explique la candidate malheureuse aux législatives de 2006.

Outre les conditions sanitaires, les violences dont sont souvent victimes les femmes pèsent lourdement dans la balance. « Les nouvelles conditions d'existence des personnes déplacées seraient de nature à faciliter les violeurs et autres agresseurs des femmes dans leurs forfaits, explique Myriam Espérance, du Réseau des femmes pour gagner. Présente dans plus de trois camps, se trouvant à Martissant, (banlieue Sud de Port-au-Prince) l'organisation dont elle est membre mobilise des groupes de féministes pour accompagner les femmes victimes de violence dans ces camps.

Même si elle admet que bon nombre de camps ont été sensibilisés sur la question, le problème de violence sur les femmes n'est pas complètement écarté. « Il est nécessaire de poursuivre les actions de sensibilisation pour faire cesser la violence », conseille-t-elle.

A travers son unité « Camp Management Operations » (CMO), et de son équipe de santé, l'OIM joue un rôle actif en matière de gestion de cas particuliers de victimes/survivantes de violences sexuelles. Les équipes de CMO réfèrent des cas précis à l'équipe de Protection en matière de gestion de cas et de suivi avec les victimes de violence. Le CCCM garde trace de chaque cas, de manière confidentielle, mais fournit, aux partenaires appropriés (les acteurs du cluster Protection, Sécurité, Santé), les numéros d'identifiants des cas, le lieu où l'acte s'est passé, afin de mieux planifier la fourniture des services. Les équipes mobiles psychosociales de l'unité de Santé sont opérationnelles dans 21 camps et à l'hôpital psychiatrique de Beudet, et fournissent un soutien psychosocial direct aux communautés, y compris un soutien spécifique aux victimes de violence.

L'OIM met également l'accent sur la formation en matière de protection auprès du personnel de la communauté humanitaire. Dans le cadre de la formation hebdomadaire à destination des managers de camps, un module insiste sur les mécanismes de suivi des cas de violence ou d'abus qui ont eu lieu dans leurs camps.

De plus, grâce à une relation étroite entre la Police des Nations Unies (UNPOL) et la Joint Operations Task Centre (JOTC), le CCCM Cluster commence à collecter et analyser des données sur le nombre de faits de violence qui ont lieu dans ou autour des camps. Ces rapports permettent de déterminer avec précision les lieux où se déroulent les incidents, et d'analyser, dans la durée, les tendances d'évolution, afin de planifier les efforts de soutien et de plaidoyer en conséquence.

Enfin, les équipes de « site planning » de l'OIM s'assurent que, lors de la construction de nouveaux sites, des toilettes ainsi que des douches séparées pour les femmes et pour les hommes soient mises en place.

En effet, des mesures prenant en compte les conditions des femmes sont nécessaires. Les associations de femmes suggèrent aux organismes humanitaires d'œuvrer pour la mise en place de meilleures conditions, «plus humaines », au profit des personnes déplacées et de plus d'un million de sans-abris. M

◀ Yolette Mengual, directrice de cabinet au ministère à la Condition féminine et aux Droits de la femme. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0622 (Photo : Géralda Sainville)

Des personnes vivant avec le VIH employées dans des projets de réhabilitation et de construction aux Cayes

Par Chenald Celestin, Haiti Press Network

En Haïti, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) réalise de nombreux projets à caractère social et générateurs de revenus, en partenariat avec des organisations internationales et des organisations ou associations locales œuvrant dans le pays. Les bénéficiaires de ces projets sont des membres de communautés, issues pour la plupart de régions dépourvues d'infrastructures de base.

Ces projets couvrent différents domaines : construction de tronçons routiers, de pavage de rues, travaux de canalisation, d'irrigation, de conservation de sol, construction et réhabilitation d'établissements scolaires, de centres de santé, d'adduction en eau pour la production agricole. Ces travaux à haute intensité de main-d'œuvre s'inscrivent dans une ligne d'apaisement social et de stabilité.

Depuis août 2008, la ville des Cayes accueille des projets d'infrastructures, tels l'assainissement, le drainage, la réhabilitation d'écoles, la construction de centres de santé et la construction d'axes routiers (pavé ou en terre battue). Plus de 2 600 personnes ont déjà été employées depuis le lancement de ces travaux réalisés grâce au partenariat de l'USAID, dans le cadre du Plan de relance de l'ancien président américain pour la lutte contre le Sida (PEPFAR) dans les localités ou sections communales bénéficiaires des projets.

Aux Cayes, les travailleurs de ces projets de réhabilitation sont majoritairement des personnes affectées par le VIH/Sida, selon Louis Chanel, assistant de programme à l'OIM, branche régionale Sud. Ces projets sont réalisés en coopération avec deux associations travaillant avec les PVIH/Sida, l'Association de solidarité nationale aux personnes vivant avec le Sida (ASON) et Association des personnes vivant avec le VIH (APVIH).

« Ces personnes, qui, pour la plupart, ont été des patients de l'Hôpital Immaculée Conception des Cayes, ont été employées et reçoivent une rémunération allant de 200 à 250 gourdes par jour », a indiqué Chanel Louis.

« L'argent que j'ai perçu à travers les projets m'a permis de monter un petit commerce de détail pour augmenter mes revenus », explique Eugène Solange un

▲ Le travail des champs permet d'augmenter la production agricole et la sécurité alimentaire. © IOM 2010 - MHT0618 (Photo : Leonard Doyle)

▲ Travaux de terrassement menés dans le cadre du programme de stabilisation des communautés permettent de fixer la terre et d'augmenter la production agricole. © IOM 2008 - MHT0223 (Photo : Patrice Dougé), © IOM 2010 - MHT0619 (Photo : Leonard Doyle)

membre de l'Association ASSON. « Je vends du riz, de l'huile, des spaghettis et du savon ».

Luckner Brunal, lui aussi membre d'ASSON, a pu acheter un petit cochon avec l'argent qu'il a gagné dans les premiers projets. Il ajoute que le programme PEPFAR lui a rendu un grand service parce que « c'est grâce à ce programme qu'il arrive à améliorer les repas de sa famille et à acheter de nouveaux vêtements ».

Ces projets lancés par l'OIM aux Cayes en vue de recruter des personnes affectées par le VIH se sont étendus aux communes de Port-à-Piment et de Coteaux grâce au partenariat avec le Mouvement Haïtien pour le Développement Rural, une organisation basée à Port-Salut. Grâce à ces travaux de construction, bon nombre de personnes affectées par le VIH ont trouvé un emploi.

« Ces travaux se déroulent dans une ambiance de convivialité, de partage, d'échanges et de fraternité, contrairement aux craintes de stigmatisation à l'égard des personnes affectées, auxquelles s'attendaient les initiateurs de ces projets », explique Chanel Louis. Des séances de sensibilisation, poursuit Marcus Sainte Rose, responsable d'APVIH, sont organisées.

Outre ces travaux d'infrastructure de base en faveur des communautés des Cayes, l'OIM a lancé, en février 2009, des projets visant la culture de jardins potagers. Grâce à un financement de 2 millions de dollars E. U.- issus du Plan de relance de l'ancien président américain pour la lutte contre le Sida (PEPFAR), ces projets de production agricole ont profité à des centaines de personnes atteintes par le VIH/Sida. Ces projets découlent du Programme de Revitalisation et de Promotion de l'Entente et de la Paix (PREPEP), financé par l'Agence américaine pour le développent international (USAID).

A travers ces programmes, l'OIM cherche à accompagner et à aider « les communautés vulnérables et les autorités haïtiennes locales et nationales » dans les efforts de stabilisation et d'apaisement social.

Le Plan de relance de l'ancien président américain pour la lutte contre le Sida (PEPFAR) est une initiative du gouvernement américain. Sa mission, depuis une dizaine d'années, est d'aider, à travers des organisations non gouvernementales, des associations et organisations, les pays d'Afrique subsaharienne (la région la plus touchée par la pandémie) et quelques pays de la Caraïbe. Haïti fait partie des pays bénéficiant des fonds du PEPFAR destinés à la mise à disposition de soins au PVIH, au financement de la thérapie antirétrovirale et à la mise sur pied de projets sociaux.

En mettant en œuvre ces projets, l'Organisation internationale pour les migrations contribue au développement communautaire et à la création d'emplois, en donnant l'accès à des personnes vivant avec le virus du Sida, les PVVIH. M

L'OIM enlève 100 000 m³ d'alluvions dans les égouts de Port-au-Prince

Par Mackendy Jean-Baptiste, Haiti Press Network

En attendant que des tracteurs prennent la relève, une vingtaine de riverains portant un maillot frappé du logo du gouvernement haïtien s'activent dans le canal de « Projet Drouillard », à la sortie de Cité Soleil. Munis de machettes, houes et protégés par des bottes, des gants et des cache-nez, ils essaient d'enlever les mauvaises herbes et les alluvions qui dévient d'habitude les eaux du canal quand il pleut, causant ainsi de graves torts aux petites résidences des habitants de Cité Soleil, le plus grand bidonville d'Haïti.

Depuis le début du mois d'avril, dans plusieurs canaux de Port-au-Prince, le gouvernement haïtien intervient, avec l'aide d'organisations internationales comme l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'USAID et d'autres, pour tenter de gagner du terrain sur la saison des pluies.

« L'OIM a enlevé plus de 100 000 m^3 en moins de trois semaines à Port-au-Prince, c'est beaucoup ! », juge Nader Joiséus, ingénieur en charge du service d'entretien des équipements urbains et ruraux (SEEUR) au Ministère haïtien des travaux publics. « L'équivalent de 6 250 camions de 16 m^3 », précise l'ingénieur dont l'institution oriente, supervise et évalue les interventions des équipes de l'OIM qui travaillent au curage des canaux d'évacuation de la capitale d'Haïti.

« Ils ont curé le canal St-Georges sur lequel le Ministère n'a pu intervenir jusque-là par manque de moyens », concède-t-il.

Pour atteindre ce résultat, les 25 ingénieurs engagés par l'OIM, chacun sur 7 500 m^3 de canal, emploient des matériels lourds dans certaines parties des canaux, mais embauchent aussi des riverains dans les sections que les machines ne peuvent atteindre. Le dessous des ponts est en effet inaccessible

▲ Les travaux de récurage des égouts sont menés par des personnes rémunérées et avec l'aide d'engins de chantier. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0601 (Photo : Mackendy Jean-Baptiste)

▲ Récurage du canal Drouillard Sarthe-Cité Soleil.. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0602 (Photo : Mackendy Jean-Baptiste)

aux tracteurs ainsi que certains tronçons qui traversent les grandes concentrations dans les bidonvilles.

Pour prévenir certaines critiques contre l'embauche de riverains qui s'apparente à la méthode «travail contre rémunération » (Cash for work) décriée par plusieurs secteurs, des contrats à durée déterminée sont signés avec les ingénieurs responsables d'équipes. Ce pour éviter le prolongement inutile des travaux à haute intensité de main-d'œuvre pour lesquels les travailleurs sont payés à la journée.

« L'OIM supervise l'évolution des équipes de riverains pour s'assurer que les travaux ne durent pas plus longtemps qu'ils ne le devraient », précise Philippe, leader communautaire de Cité Soleil engagé dans le processus.

Dans certains des canaux, aucun entretien n'a été entrepris depuis plusieurs décennies. « Je vis ici depuis 36 ans, c'est la première fois que de tels travaux s'effectuent dans ce quartier », témoigne Colette, une quarantaine d'années, habitante de Cannibale, ancienne zone de non droit de Cité Soleil.

« Il y a un mois, on aurait dit qu'il n'existait pas de canal ici », confirme Jim Kelly Guiteaud, ingénieur de l'OIM. Il explique que des équipes ont pratiquement dû retracer certains canaux.

A chaque pluie, les eaux chassent les riverains de leur maison. « Ceux qui l'ont pu ont quitté la zone. Avant ce travail, on était obligé de monter sur le toit de nos maisons », raconte Colette.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) collabore depuis plusieurs années avec le Ministère haïtien des travaux publics, notamment dans la construction de canaux et de routes. Les travaux de curage actuels interviennent en raison de l'augmentation des risques d'inondation provoqués par les tonnes de décombres qui s'ajoutent aux ordures déversées habituellement dans les canaux.

Toutefois, l'entretien des canaux curés doit être assuré pour éviter un travail en vain. L'ingénieur Joiséus en est conscient. L'USAID, qui finance les travaux, demande d'ailleurs de poursuivre avec des travaux d'entretien durant toute la saison des pluies, donc pour les six prochains mois.

Les travaux en cours doivent prendre fin à la mi-mai en dépit de quelques débours avec certaines communautés qui habitaient les berges mêmes. Des jours de négociations ont ainsi été nécessaires pour en écarter des habitants de Cité Soleil. Il a par ailleurs fallu faire appel aux municipalités pour démolir des maisonnettes construites sur les accotements des canaux.

Le responsable du SEEUR se dit toutefois satisfait de la collaboration avec l'OIM. Les riverains, eux, sont contents.

Pour Manno, casseur de pierre établi depuis 10 ans sur les accotements d'une section du canal de Delmas, « on ne pouvait lui rendre un plus grand service. » M

▼ Projet Canal Drouillard Sarthe - Cité Soleil. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0603 (Photo : Mackendy Jean-Baptiste)

▲ Charlotte montre ses œuvres récentes aux visiteurs de passage. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0605 (Photo : Jonel Juste)

Jacmel, la cité touristique se remet lentement de ses blessures

Par Jonel Juste, Haiti Press Network

▲ « Bonne fête Jacmel », proclame une banderole, le 1er mai 2010. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0606 (Photo : Jonel Juste)

Jacmel, ville portuaire de 40 000 habitants située à 40 kilomètres au sud de la capitale, Port-au-Prince, se remet lentement mais sûrement de ses blessures post-séisme. La catastrophe a décimé dans les rangs de la cité touristique, près de 450 personnes, détruit 2 500 maisons et jeté des milliers de Jacméliens à la rue, selon les chiffres de la mairie de Jacmel.

Ceci sans compter les nombreuses blessures infligées au patrimoine de la Métropole du Sud-est. Des murs de maisons coloniales qui faisaient le charme de Jacmel, proclamée capitale culturelle du pays, sont lézardés, des pans d'histoire s'en trouvent fissurés.

Les Jacméliens ne se laissent pas abattre cependant. La ville a des trésors qu'un séisme ne peut altérer : ses plages, ses gens, son hospitalité, ses artistes. La peinture jacmélienne est connue dans le monde à travers notamment Préfète Duffaut et ses « villes imaginaires ». Des personnalités comme l'actuelle gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, sont originaires de la charmante bourgade du Sud-est d'Haïti. Mme Jean est elle-même nièce de l'écrivain franco-haïtien René Depestre.

Trois choses font de Jacmel une région appréciée d'Haïti : ses artistes, son cachet particulier et son carnaval. Cet événement à lui seul attire chaque

année plus de 30 000 personnes, venant d'Haïti et de l'étranger, nous apprend Dithny Joan Raton, coordinatrice du plan directeur Tourisme Sud-est.

« Les autres événements à attirer la grande foule à Jacmel sont les fêtes champêtres et la fête des saints-patrons St-Jacques et St-Philippe », assure Mme Raton.

La fête patronale de Jacmel le 1er mai écoulé a été justement l'occasion pour les Jacméliens de montrer la vivacité de leur ville. Des milliers de personnes d'horizons multiples étaient venues fêter dans la cité touristique.

« Nous avons une si belle mer, nous ne pouvons pas la laisser se gaspiller ». Cette phrase de Daniel Fouchard, directeur général au ministère du Tourisme présent à la patronale, résume l'optimisme des Jacméliens qui ont fêté pendant un week-end leur saints patrons, pour « reprendre goût à la vie ».

Mais après il faut gérer le quotidien, vivre avec la nouvelle réalité imposée depuis 6 mois par le cataclysme. La ville, célèbre pour son carnaval bigarré, qui a d'ailleurs été décalé suite au séisme, est marquée à jamais. Elle tente de cicatriser, panser ses blessures. Cinq camps de fortune s'ajoutent désormais au paysage, y compris les 4x4 frappés des logos des différentes ONGs, comme l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui se dévouent à apporter un soulagement à la population victime.

▲ © IOM 2010 - MHT0287 (Photo : Juliana Quintero)

Le plus grand des camps spontanés d'hébergement est celui, de Pinchinat situé au bas de la ville. 975 familles (4 252 personnes selon la mise à jour du 23 avril 2010) vivent depuis le 12 janvier sur ce vaste terrain de football, nous apprend Ben Oduwa, responsable du programme coordination et de gestion des camps de l'OIM à Jacmel lors d'une visite à Pinchinat un dimanche après-midi.

Ces personnes doivent être réinstallés et l'OIM, poursuit M. Oduwa, cherche actuellement des espaces plus sûrs pour les accueillir.

Les conditions de vie dans ces espaces exigus ne sont pas l'idéal et la promiscuité y est très prononcée. A Pinchinat, les sans-abris logent sous les tentes vert kaki, courtoisie de l'Armée vénézuélienne. La chaleur du soleil y est étouffante mais c'est mieux que des draps étirés par les quatre piquets des débuts. La pluie aussi pose problème, car le sol en terre battue devient une véritable mare à chaque averse.

Charlotte Charles, membre du comité de gestion du camp, réclame de meilleures conditions de vie pour ses compagnons d'infortune. « J'ai entendu dire qu'on va nous reloger, mais avant on aimerait avoir la garantie de meilleurs traitements qu'ici. Lorsqu'il pleut, les gens sont obligés de rester debout sous leurs tentes ».

Charlotte, artiste dans l'âme, montre ses dernières œuvres aux visiteurs de passage au camp. « J'avais un appartement et un studio d'art à Jacmel. Le premier s'est effondré et le second, fissuré », indique-t-elle.

« Depuis le 14 janvier que je suis ici, un étranger m'a donné une tente Shelter Box, mais je peux vous dire que les choses sont dures ici, ce n'est pas normal de vivre ainsi. Je n'ai pas l'habitude de rester sans rien faire, ma vie d'avant c'était de peindre, de travailler, de former des jeunes, mais tout a changé», confie la jeune femme dans la trentaine, portant des dreadlocks, les yeux embués de larmes.

L'aide de l'OIM nous est très précieuse, ajoute cependant ce membre de l'un

des Comités du Camp Pinchinat. « Elle nous a permis de nous organiser, d'apprendre beaucoup de choses en termes d'organisation et de gestion du camp ».

« C'est un travail de coordination du site. L'OIM s'est entretenue avec les chefs de camps et leur a montré comment s'organiser. Cela nous a rendu plus efficaces pour aller vers les organisations humanitaires et d'avancer », ajoute Andral Maxito, un mécanicien au chômage forcé à Pinchinat.

▲ Une vue des tentes du camp où la vie reprend lentement. © IOM/Haiti Press Network 2010 - MHT0607 (Photo: Jonel Juste)

L'OIM, présente dans les années 1995-1998, est revenue à Jacmel en février dernier suite au séisme du 12 janvier. Durant cette absence, le bureau régional de Petit-Goâve, situé à quelques dizaines de kilomètres au nord de Jacmel, a continué à assurer une présence de l'OIM dans la région, selon Raynald Blouin, chef du bureau de l'OIM à Jacmel.

« A travers son programme de coordination et de gestion des camps (CCCM), l'OIM coordonne les activités et l'assistance humanitaire entre les camps. Elle organise notamment des formations en gestion et coordination de camps », nous explique Ben Oduwa », le coordinateur du programme à Jacmel.

Il s'agissait, dans un premier temps, de gérer l'urgence en fournissant notamment des tentes, des bâches et d'autres matériels. Mais cette phase passée, l'OIM essaie présentement de démarrer un programme de construction de mille abris de transition (transitional shelters) dans le Sud-est pour ceux qui ont perdu leurs maisons.

« Maintenant, en prévision de la saison cyclonique, il est question de faire sortir les gens des camps spontanés en favorisant leur retour sur leur lieu d'habitation d'avant le séisme. En dernier recours, le CCCM facilite l'aménagement de structures planifiées, dans le respect de tous les standards internationaux. Des contacts ont été établis avec les autorités locales pour trouver des espaces appropriés », indique Ben Oduwa.

« Une première étape consistera à installer de nouvelles tentes sur le nouveau site qui seront par la suite remplacées par des abris transitionnels en dur », poursuit-il.

Le programme CCCM de l'OIM à Jacmel est financé par Emergency Response Relief Fund for Haiti (ERRF). L'organisation a également reçu des fonds de l'AECID (Agence espagnole de coopération Internationale pour le développement) pour un projet à haute intensité de main-d'œuvre (cash for work) axé sur le ramassage de débris dans certaines écoles publiques et des résidences privées de personnes déplacées. Le projet de construction de plus de mille abris de transition pour le département du Sud-Est est financé principalement par le Gouvernement Japonais, ainsi que par le biais de fonds ERRF des Nations Unies.

Coup dur pour le tourisme

Le tourisme est l'une des principales activités de Jacmel, mais la catastrophe a changé la donne, et les chiffres. Déjà, sur les 712 chambres d'hôtel et d'hôte dont disposait la ville, il n'en reste plus que 500, selon Dithny Joan Raton, citée plus haut, qui est également chargée de mission pour le ministère du Tourisme.

Sur 130 ateliers d'artisanat de la ville, 11 d'entre eux ont été endommagés, les 158 groupes masqués de la ville ont enregistrés des pertes de plusieurs dizaines de milliers de dollars E. U.-, énumère Mme Raton complétant un sombre tableau.

Cependant, Dithny Joan Raton annonce des projets de rénovation comme celle de la rue du Commerce fortement frappée par le séisme. Il est aussi question de construire d'un nouveau pavillon d'accueil à l'aérogare de Jacmel pour mieux accueillir les visiteurs de cette ville historique qui attend encore des touristes en dépit de tout.

« Il y a beaucoup de réparations dans les hôtels. Ceux qui sont conformes aux règles peuvent recevoir du monde », souligne pour sa part Michaëlle Craan, figure bien connu du tourisme jacmélien.

La diminution des chambres et le ralentissement du trafic aérien portent un mauvais coup au tourisme, « mais la reprise se fait petit à petit », soutient Dithny Joan Raton aux dont les cheveux d'or donne une idée de la luxuriance de Jacmel.

L'architecture de la ville en a aussi pris aussi un coup. Des anciennes maisons se sont effondrées ou fissurées entrainant avec elles la perte d'œuvres d'art. Mais des organisations internationales comme l'UNESCO veulent aider à la restauration de ces patrimoines. M

Haïti : la diaspora au cœur de la reconstruction

Clarens Renois, Haiti Press Network

La diaspora d'Haïti, forte de 4 millions de personnes selon le géographe haïtien George Anglade décédé lors du séisme du 12 janvier, est considérée comme un pilier de redémarrage du pays. Avec des transferts avoisinant les 2 milliards de dollars E. U.- chaque année, soit un peu plus que le budget national, la diaspora pourrait être un des ressorts de la reconstruction.

Le Ministre des Haïtiens vivant à l'étranger n'y va pas par quatre chemins, « la diaspora est incontournable dans la reconstruction d'Haïti ».

Depuis la catastrophe qui a détruit son pays, Edwin Paraison, un prêtre de l'église anglicane d'Haïti porté à la tête du Ministère des Haïtiens vivant à l'étranger depuis environ une année, plaide pour l'intégration des ressources financières et humaines de la diaspora d'Haïti dans le plan de reconstruction du pays. Il fait le tour des communautés haïtiennes éparpillées sur quatre continents pour inciter les cadres, mais aussi les investisseurs à revenir au pays.

▲ Edwin Paraison, Ministre des Haïtiens vivants à l'étranger. (Photo : Clarens Renois)

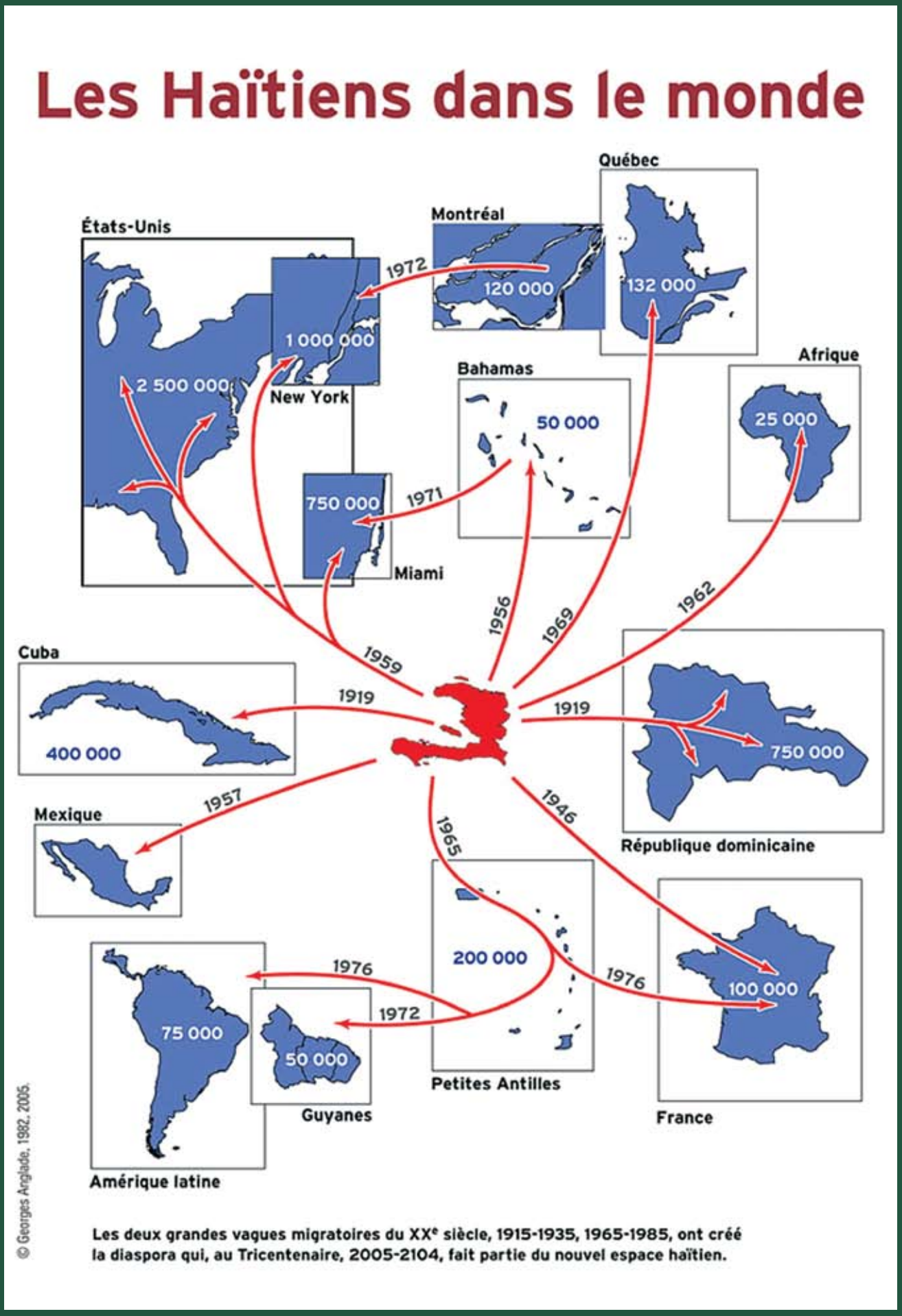
Haiti Press Network l'a rencontré au moment où il s'apprêtait à entamer une tournée en Europe pour rencontrer ses concitoyens membres des « Conseils consultatifs régionaux » sur la reconstruction, où il s'évertuera à convaincre les réticents et les prudents qui souhaitent obtenir des garanties avant de se décider.

Question : Avez-vous réussi à obtenir une place pour la diaspora dans les organes de prise de décision ?

Réponse : La diaspora a déjà une place au sein du gouvernement de la République. Et mon rôle en tant que ministre est de parler aux 4 millions d'Haïtiens vivant à l'extérieur. La diaspora sera aussi représentée au sein du Comité International de la Reconstruction d'Haïti (CIRH), la structure de gestion et de coordination de la reconstruction d'Haïti. Nous avons obtenu qu'elle obtienne un siège même si elle n'a pas droit de vote. C'est quand même une bonne chose. Cela démontre la volonté du gouvernement d'assurer une place pour les Haïtiens de l'extérieur non seulement dans les débats sur la reconstruction, mais aussi afin que les compatriotes vivant en dehors du pays puissent participer dans l'œuvre de refondation de leur pays. Il reste maintenant à désigner ce représentant. Je dois réunir les différents comités régionaux de la diaspora à cette fin.

Question : Comment voyez-vous la participation des Haïtiens de l'extérieur ?

Réponse : La diaspora veut vraiment revenir et avoir une place active dans



▲ Répartition géographique de la diaspora haïtienne.

le programme de reconstruction. Sa participation peut être vue à deux niveaux. Les cadres peuvent revenir avec des firmes étrangères ou des organisations internationales en proposant leurs expertises et leur connaissance du milieu. D'ailleurs, au lendemain de la catastrophe, beaucoup d'Haïtiens vivant en dehors du pays s'étaient portés volontaires dans des activités philanthropiques d'aide en faveur de leurs frères et sœurs. Il faut donc encourager et faciliter le processus de retour. D'autre part, il y a de nombreux entrepreneurs qui souhaitent établir leurs affaires en Haïti. Alors nous les exhortons à revenir. Nous allons travailler avec le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) et l'OIM sur un programme incitatif qui vise à offrir des facilités à ceux qui désirent retourner au pays. Depuis le 12 janvier, nous avons noté une grande motivation chez les jeunes Haïtiens de la diaspora. Mais les gens restent prudents. Il faut les rassurer par des mesures car il est urgent pour le pays de puiser dans la diaspora les ressources humaines nécessaires à la relance.

Question : Quel est le poids économique réel de la diaspora ?

Réponse : C'est difficile de faire une évaluation, mais je peux vous assurer que l'apport économique de la diaspora sera très important. Avant le 12 janvier les 4 millions d'Haïtiens vivant à l'extérieur apportaient 2 milliards de dollars E. U.- chaque année dans l'économie domestique du pays par le biais de transferts d'argent et de biens de consommation. Ces deux milliards viennent de la classe ouvrière de la diaspora. On a peu d'investissements de la classe entrepreneuriale. Il y a des efforts qui se font mais maintenant, il faut de gros investissements directs. La priorité du ministère des Haïtiens vivant à l'étranger est d'atteindre cette catégorie d'entrepreneurs. Je connais des Haïtiens chefs d'entreprises en Amérique du nord, en Europe, dans les Caraïbes. Ils sont prêts à investir dans leur pays. Les 2 milliards annuels ne représentent pas 15 % des ressources financières détenues par cette diaspora. Donc la diaspora est incontournable dans la reconstruction. Avec des ressources humaines et des ressources financières très importantes, on ne peut ne pas en tenir compte.

D'autre part, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) estime qu'avant le séisme, 83 % des professionnels haïtiens se trouvaient en diaspora. Après le 12 janvier, parmi les 300 000 victimes de la catastrophe, on compte environ 20 000 professionnels et de nombreux autres ont quitté le pays profitant des facilités de regroupement familial offert par des pays étrangers.

Une réunion de la diaspora tenue mi mars à Washington sous l'égide de l'Organisation des Etats américains (OEA) a permis aux Haïtiens à l'étranger de poser les bases de leur participation dans la reconstruction.

La communauté internationale qui s'est portée solidaire d'Haïti après la catastrophe, s'est engagée fin mars à fournir plus de 10 milliards de dollars E. U.- sur trois ans pour reconstruire Haïti, le pays le plus pauvre du continent américain. M

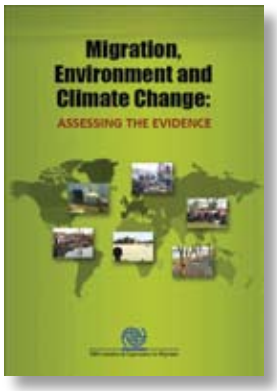
▼ Pascale Verly au Marché de Corail.
© IOM 2010 - MHT0623

Le département de communication, en partenariat avec la MINUSTAH, produit une bande dessinée qui raconte la vie d'une famille de déplacés vivant dans un camp. La bande dessinée est la version bande dessinée d'un feuilleton qui est diffusé dans les camps et à la télévision nationale. Chaque épisode contient des messages clés, produits avec la communauté humanitaire, sur des sujets ou des programmes importants visant à améliorer la diffusion de l'information auprès des personnes déplacées.

Le 2ème épisode parle des exercices d'enregistrement. L'enregistrement des populations affectées par le séisme a commencé le 25 février. Le processus, mené par le Gouvernement d'Haïti à travers la Direction de la Protection Civile, en partenariat avec l'OIM.

Dans cet épisode, un escroc, se faisant passer pour un agent de l'OIM, tente de vendre une carte d'enregistrement à la famille, juste avant que ne se tienne un exercice d'enregistrement dans ce camp. L'escroc essaie de vendre la carte pour 1 000 dollars E.U.- à la famille, en leur faisant croire que cette carte leur donne droit à une nouvelle maison. Ensuite, les agents d'enregistrement, accompagnés des mobilisateurs communautaires, expliquent le vrai but de cet exercice, évitant ainsi à la famille d'être abusée.

NOUVELLES PARUTIONS



Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence

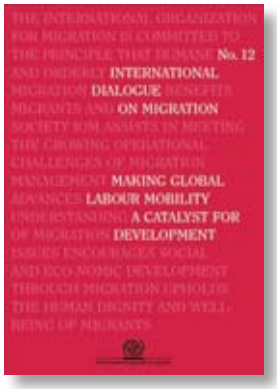
Gradual and sudden environmental changes are resulting in substantial human movement and displacement, and the scale of such flows, both internal and cross-border, is expected to rise with unprecedented impacts on lives and livelihoods. Despite the potential challenge, there has been a lack of strategic thinking about this policy area partly due to a lack of data and empirical research on this topic. Adequately planning for and managing environmentallyinduced migration will be critical for human security. The papers in this volume were first presented at the Research Workshop on Migration and the Environment: Developing a Global Research Agenda held in Munich, Germany in April 2008. One of the key objectives on the Munich workshop was to address the need for more sound empirical research and identify priority areas of research for policy makers in the field of migration and the environment.

2009/Softcover, 448 pages
ISBN 978-92-9068-454-1
English
US$ 78.00

Migration au Sénégal: Profil National 2009

"Migration en Afrique de l'Ouest et Centrale: Profils Nationaux 2009" est une série de profils migratoires produits par l'OIM avec le soutien financier de l'Union européenne, l'Office fédéral des migrations (ODM) suisse et la Coopération belge au développement. Ces profils migratoires rassemblent, de façon structurée, les informations en provenance de différentes sources, et fournissent un aperçu complet des tendances clé en matière de migration internationale et de développement socio-économique dans certains pays en Afrique de l'Ouest et Centrale (Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, République démocratique du Congo et Sénégal). Ces rapports couvrent une gamme de statistiques et autres données liées à l'immigration, l'émigration, la migration de retour, les transferts de fonds, la migration du travail et irrégulière, incluant la traite et le trafic des êtres humains. Au-delà de l'explication des facteurs menant à la migration actuelle, ces profils nationaux donnent aussi un aperçu du cadre stratégique et institutionnel national régissant la migration (législation nationale, principaux acteurs institutionnels, coopérations bi- et multilatérales, etc.) et évaluent son utilité. Se basant sur les informations et données précédemment présentées, ces profils migratoires indiquent les lacunes statistiques existantes et les stratégies éventuelles pour améliorer les statistiques migratoires, et présentent les principales recommandations aux décideurs pour une meilleure gestion de la migration.

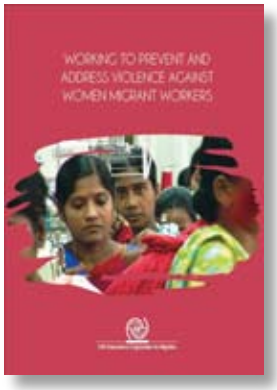
2009/couverture souple, 148 pages
ISBN 978-92-9068-564-7
French



International Dialogue on Migration N°12 - Making Global Labour Mobility A Catalyst for Development

This publication includes the materials of the two-day workshop on "Making Global Labour Mobility a Catalyst for Development", held in Geneva, Switzerland on 8 and 9 October 2007. IOM would like to thank the Governments of Italy and the United States for making this event possible. This publication was prepared under the overall supervision of Michele Klein Solomon, Director, MPR and Philippe Boncour, Head, IDM Division, MPR. It comprises two main elements. Part I contains the report of the workshop, which is based on the presentations and discussions. Special thanks for the preparation of Part I are owed to Françoise Moudouthe – the principal author – and to Ryszard Cholewinski. Part II includes the workshop agenda and background paper.

2010/Softcover, 60 pages
ISSN 1726-2224
English
US$ 16.00



Working to Prevent and Address Violence Against Women Migrant Workers

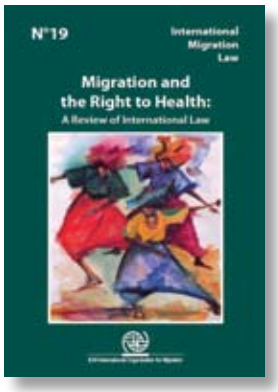
Almost half of the total number of migrant workers in the world today are women. It is important to acknowledge that labour migration may benefit them through economic and socio-cultural empowerment, however, due to their dual vulnerability as migrants and women, they are still disproportionately exposed to a variety of risks arising from their mobility. At every stage of their migratory experience, women migrant workers may be more exposed to human rights violations such as discrimination, exploitation and abuse compared to their male counterparts. This publication presents the approach IOM takes toward the protection and empowerment of women migrant workers. By displaying key IOM activities in that area, the report seeks to better inform policy makers, practitioners and the public of the vulnerability of these women and of good practices for the protection of their human rights throughout the labour migration cycle.

2009/Softcover, 56 pages,
ISBN 978-92-9068-552-4
English
US$ 10.00

MRS N°40 - Migrant Resource Centres: An Initial Assessment

While there has been significant growth in the number of Migrant Resource Centres (MRCs) in recent years, there has been no attempt to date to examine the impact of these centres on migration management goals. This study aims to help bridge the gap by providing an overview of good practices employed by MRCs to help migrants move to their destinations in a legal, voluntary, orderly and protected manner. This assessment covers the work of 17 MRCs in Albania, Australia, Colombia, Croatia, the Democratic Republic of the Congo, Lebanon, Mali, the Philippines, Portugal, Slovakia, Sri Lanka and Tajikistan. It focuses on the role of MRCs in empowering migrants for development and self-protection. The assessment also covers MRCs' strategies for ensuring their smooth operation and long-term sustainability. The study shows that MRCs are increasingly working to build the capacities of migrants to contribute to country-of-origin development. Efforts by MRCs to facilitate low-cost remittance transfers, offer investment advice and assist migrants in their search for appropriate jobs support this goal. In addition, MRCs are also actively helping migrants to protect themselves, by providing information on migrant rights, the risks and consequences of migration and related laws and procedures, as well as legal counselling, disputeresolution assistance and referrals to health and other social services.

2010/Softcover, 71 pages
ISSN 1607-338X
English
US$ 16.00



International Migration Law N°19 - Migration and the Right to Health: A Review of International Law

The objective of this publication is primarily to promote respect by the State for the right to health for all those who migrate. Secondly, the publication aims more generally at guiding the reader through the myriad of norms and principles contained in international instruments impacting on migrating persons' right to health. Finally, considering the importance of the application de iure and de facto of the human rights norms which are at the core of migrating persons' protection, examples of compliance or non-compliance by States with relevant articles of human rights instruments have been added. It is hoped that this publication brings us one step closer in ensuring implementation of the law by way of policies, programmes and projects that are respectful of the human rights of all, including those who migrate.

2009/Softcover, 461 pages
ISSN 1813-2278
English
US$ 55.00

MIGRATIONS est également disponible en version électronique

Veuillez nous faire savoir quelle version de Migrations vous souhaitez recevoir :

Nom : .....

Email : .....

Veuillez retourner ce formulaire à:
Publications Unit, Organisation internationale pour les migrations,
17 route des Morillons, C.P. 71, CH-1211 Genève 19, Suisse ou à : publications@iom.int.